

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

A.O.I.P.
LA FIN
D'UNE ILLUSION ?

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

NUMÉRO 193
4 JANVIER-4 FÉVRIER 80



Photo Yvon Boëlle

DÉBAT:

QUI PARLERA BRETON EN L'AN 2000 ?



**Breiz
Kabigs**

Petite et grande taille

« **Breizh Kabigs** »

247, rue Jean-Jaurès

« **Yveline** »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin — BREST

☎ 44.56.65.

Guinness à la pression

Barrhus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et spiritueux
Livraisons à domicile - Gros-Détail

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

**LA PÊCHE
EN BRETAGNE**

**Des propositions
un programme
chiffré**

Une brochure de l'U.D.B.
7F+1,30 envoi à
UDB-BP 304-29273 BREST CEDEX

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites
confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

colin

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest - t. 44.14.54 - c.c.p. 2009-12 Rennes

VINS SUPÉRIEURS

SANTA-ROSA

Ets LE FUR

Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

tél. 48.79.03

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

6 stræet ar Sale

29000 KEMPER

Pell : (98)95.45.82

LIBERTY

BAR-SNACK

CONSOMMATIONS DE 1^{er} CHOIX

Musique tous les soirs

Téléphone (99)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

L'article de tête de ce numéro donne le ton : ce n'est pas une bonne année que le peuple breton souhaite à ses lecteurs, mais vingt ! Dans vingt ans, ce sera l'an 2000 : que peut-il se passer en vingt ans ? Bien malin qui pourrait le dire et il suffit de mesurer la dimension des événements survenus depuis 1960 pour être sûr de la vanité des prédictions à une telle distance.

Que ce numéro soit pour l'équipe de peuple breton l'occasion de remercier ceux d'entre vous qui nous soutiennent par cette souscription, mais aussi tous ceux qui travaillent par votre journal à la « Composition mécanique » de Lorient ou à « L'Imprimerie de l'Iroise » à Brest.

7^e liste

Anonyme, pour aider à la diffusion du Peuple Breton	300,00
Michel G., Coray	20,00
F. Riou, Lymay (78)	20,00
Gérard V., Barraux (38)	20,00
Didier C., Lorient	10,00
E. Calvez, Laz	20,00
J. Queinnec, Darnetal (76)	20,00
Daniel F., La Ferté St-Cyr (41)	20,00
J.M. Deleurme, Sierck (57)	20,00
Y. Le Ny, Boulogne (92)	20,00
F.M. Cholet (49)	50,00
Jean-Yves D., Algérie	10,00
R. Creac'h, La Tronche (38)	60,00
H.T. Sternis, La Roche Surforon (74)	60,00
Hervé M., Perros Guirec	20,00
Marie Th. G., Dampierre (78)	10,00
M. Conan, Flée (72)	20,00
Gilbert A., Guilers	20,00
P. Cousin, Fécamp (76)	60,00
S. Pinel, Sens (89)	10,00
A. Queinnec, St Jean-Brévelay	20,00
Patrick M., Annecy (74)	30,00
M. Abalea, Brest	10,00
J.C. Le Bihan, Lanciaux	60,00
M.T. Albrecht, Plouha	10,00
Anonyme, Plouha	60,00
F. Richard, L'auloup	10,00
Laurent Le S., Brest	20,00
L. Le Coq, Guichen	110,00
J.P. Calonnec, Gagny (93)	20,00
Alain B., Trinité sur Mer (56)	20,00
P. Combot, Louargat	20,00

P. Lesselingue, pour une nouvelle vie en Bretagne	100,00
Jean R. Cahic, Moelan sur Mer	20,00
Jacques R., St Agathon	20,00
Adelino P., Brest	10,00
R. Quenet, Bagnole (93)	20,00
G. Foucher, Dinan	120,00
J. Kerbrat, Palaiseau	20,00
A. Kervern, Brest	20,00
A. Ily, Lesneven	60,00
Anne M. Le D., St Herblain	20,00
B. Jacolot, Plouzané	30,00
P. Le Brusq, Douarnenez	20,00
R. Gouzer, Malestroit	10,00
Hubert G., Orvault	10,00
Bruno G., Blois (41)	20,00
Pierre L., La Ferté St Aubin (45)	20,00
C. Gogry, Montmorency (95)	20,00
R. Gueguen, Briec	20,00
J.C. Rossigneux, Goudecourt (59)	20,00
Roger Le P., Lorient	20,00
M. Le Coz, Versailles (78)	10,00
P. Friant, Taden	20,00
G. Fichou, St Etienne du Rouvray (76)	10,00
E. Goasdoué, St Raphaël (83)	60,00
P. Cadiou, Le Chesnay (78)	20,00
M.Y. Le Guellec, Quimper	15,00
P. Le Gallou, Vernon (27)	20,00
Jean R., Sartrouville (78)	50,00
J. Floch, Carhaix	40,00
J. Fichou, Brest	20,00
J.F. Bourhis, Haguenau (67)	20,00
B. Hangouet, Malestroit	10,00
Xavier M., St Cast	20,00
Jean Yves F., Rueil Malmaison (92)	10,00
C. Pellen, Clichy (92)	40,00
Alain J., Buc (78)	20,00
R. Le Hyaric, Bezons (95)	60,00
C. Madec, Plouzané	30,00
Félix B., St Quay Portrieux	20,00
L. Berthou, Lannion	20,00
J.P. Perrot, Pantin (93)	30,00
Jean Pierre G., Brest	20,00
M. Le Troquer, Le Perray (78)	20,00
R. Saboureaux, Villeneuve La Garenne (92)	60,00
Robert M., Beauvais (60)	20,00
Benoit G., Ajaccio (20)	5,00
B. Dantec, Nantes	10,00
Richard L., Tulle (19)	20,00
M.T. Pichou, Douarnenez	10,00
M. Kerisit, Douarnenez	10,00
J. Le Fèvre, Brest	60,00
Y.Y. Daumer, Brest, pour le succès du passage du P.B. en Messageries	80,00
J. Perron, Suède	50,00
J. Le Du, Mondeville (14)	20,00
E. Jaffré, Lesparre (33)	10,00
M. David, Rennes	60,00
M. Masson, Pontivy	10,00
J.C. Henaff, Plomelin	20,00

Total 7 ^e liste	2810,00
Report des listes précédentes	16194,40
Total	19004,40

SOMMAIRE

DÉBAT

QUI PARLERA BRETON AN L'AN 2000 ?	4
--------------------------------------	---

SOCIAL

A.O.I.P., LA FIN D'UN RÊVE ON BRADE L'HÔPITAL PUBLIC LE CONFLIT DE LA NAVIGATION AÉRIENNE	9 11 14
--	---------------

SOCIÉTÉ

LE PROCÈS DE CLAUDE BALCON NON-LIEU L'ÉGLISE DE L'OUEST LE COMPOSITEUR ET LE NOTABLE	8 12 13 15
---	---------------------

POLITIQUE

A MM. LES PRÉFETS, « LE MONDE » RECONNAISSANT BRETONS, A VOUS DE PARLER 1979, VIVE LA RÉVOLUTION	10 18 19
--	----------------

ÉCONOMIE

LA SNCF S'INFORME L'ARSENAL DE BREST	12 24
---	----------

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES P.B. SERVICE ILS ONT ÉCRIT DANS LE P.B. EN 79	16 28 29
--	----------------

INTERNATIONAL

LIBAN : CE QUI EST EN JEU	21
------------------------------	----

CULTURE

GILLES SERVAT : INTERVIEW HISTOIRE DISQUES	27 25 28
---	----------------

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

**Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...**

**LISEZ AUSSI
POBL-VREIZH**

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Composition mécanique

Imprimerie de l'Iroise Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 14 000 ex. - Dépôt légal : 1^{er} trim.

Directeur de la publication : J. Guéguénat

QUI PARLERA BRETON EN L'AN 2000 ?

Vingt ans exactement avant le troisième millénaire, la question vaut d'être posée. Chant du cygne ou renouveau, un mouvement de « militants du breton » voit le jour, multiplie les initiatives. Avec quel espoir ?

Le peuple Breton a réuni pour en parler Paolig Combot, secrétaire général du mouvement « Ar falz »; Ronan Huon, directeur de la revue « Al liamm »; Donatien Laurent, du CNRS, spécialiste de la musique et de la chanson populaire, Ronan Leprohon, conseiller régional UDB; René L'Hostis, fondateur et président de Diwan; Fanch Morvannou, directeur de « Pobl Vreizh » et auteur de la méthode « Assimil » de breton; Yann-Ber Piriou, écrivain breton, auteur en particulier de l'anthologie « défense de cracher par terre et de parler breton » et Gilbert Quillivéré, de Skol an Emzav, qui, en juin dernier, a passé le bac entièrement en breton.



Jean Guéguénat, Yann Ber Piriou, Donatien Laurent, Ronan Leprohon, Gilbert Quillivéré, Paolig Combot, René L'Hostis. De dos Ronan Huon et Fanch Morvannou.

Dans le « Cheval d'orgueil » Pierre Jakez Hélias fait une estimation: 25.000 bretonnants en l'an 2000. Etes-vous d'accord avec ce chiffre, et d'abord combien sont-ils maintenant? L'hypothèse de P.J. Hélias vous paraît-elle fondée?

Fanch Morvannou: 25.000 en l'an 2000? Cela signifierait qu'en un siècle le nombre des bretonnants aurait dégringolé de 1.300.000 (estimation Sébillot) à 25.000, en passant maintenant par 1.000.000 connaissant la langue et 500.000 la parlant (estimation

galv. 1969), admettons 400.000 aujourd'hui. En vingt ans leur nombre tomberait donc de 400.000 à 25.000? Certes, parmi les bretonnants, il y a surtout les anciens qui prennent le chemin du paradis jour après jour. Dans la perspective résignée, toute aimable

qu'elle soit, d'un P.J. Hélias, c'est vraisemblable; mais c'est aussi faire fi de toutes sortes de sursauts possibles. Hélias n'a pas prévu que Quillivéré passerait son bac en breton, il n'a pas prévu Diwan, ni les manifestations devant le rectorat à Quimper, ni que le proviseur du lycée de Morlaix serait traîné devant le tribunal administratif. Ces sursauts peuvent dépasser l'individuel et le local pour faire tache d'huile. Nous devons récuser cette perspective sombre, encore qu'elle soit nourrie de bien des constatations autour de nous.

Paolig Combot: Les 25.000 bretonnants de l'an 2000, c'est une perspective très pessimiste, celle d'un homme qui a compté qu'en vingt ans, les choses iront en déclinant. Elles peuvent changer. Faire un pronostic à vingt ans de distance avec tout ce qui se passe en Bretagne, en Europe — songeons à l'Espagne! — est extrêmement hasardeux.

Ronan Leprohon: Il faut se garder de la vision qui a longtemps été celle d'une partie du mouvement breton qui disait: «La vieille est solide, elle recule depuis le IX^e siècle. Elle n'est pas encore morte!». Ce n'est pas vrai: le breton recule depuis fort peu de temps, en fait. Pour une langue, ce n'est pas la géographie qui importe, mais le nombre de locuteurs. Or, le maximum de locuteurs a dû être atteint peu de temps avant 1914, et c'est par rapport à cette date qu'il faut mesurer le recul actuel: il est spectaculaire. Le chiffre d'Hélias, c'est le fil de l'eau, l'évolution du breton tient à certain nombre de faits, la politique actuelle, les classes d'âge, etc... sociologiquement, je trouve Hélias parfaitement réaliste, sa perception mathématique. Mais une volonté peut contrarier la sociologie, la non-résignation peut contrer le calcul. Ce qu'il faut analyser, c'est la chance de ces éléments volontaristes, savoir s'ils sont porteurs d'un nombre important de locuteurs supplémentaires. Par exemple, parmi les écoliers Diwan, combien contreront l'hypothèse du fil de l'eau?

René L'Hostis: On ne peut comparer le bretonnant de l'an 2000 avec celui de 1945. Celui de l'an 2000 ne peut être analphabète; il n'existe plus s'il ne sait ni lire ni écrire. C'est à partir de cette donnée que se dessine le projet de Diwan. Il serait présomptueux de dire que Diwan aura tant de milliers d'élèves en l'an 2000. Il est plus juste de dire que nous formerons des jeunes qui sauront lire, écrire et vivre en breton en l'an 2000. C'est-à-dire qu'il y aura une langue bretonne intégrée dans la vie sociale. Il va sans dire que le combat ne peut être mené par les ayatollahs de la langue bretonne, mais par une volonté collective et l'union de toutes les forces sincères. Les sursauts dont on parlait, montrent cette volonté qui va de pair avec l'évolution sociologique du peuple breton.

On peut aussi se demander qui parlera breton dans vingt ans. Est-ce qu'il s'agira des survivants de l'ancienne génération, ou d'une «nouvelle race de bretonnants» issus de foyers bretonnants actuels, de Diwan, des cours de breton?

Gilbert Quillivéré: 25.000 dans la perspective d'Hélias, c'est raisonnable, mais 25.000 ce n'est rien, c'est fini. Nous visons plus haut! Le combat pour la langue bretonne va de pair avec le combat pour une autre société en Bretagne. Si les autres luttes ne débouchent pas, la lutte pour la langue bretonne ne débouchera pas non plus.

Ronan Huon: L'attitude d'Hélias, c'est celle du laisser-aller. Elle néglige ce que nous faisons tous ici, n'est-ce pas? Elle néglige les familles jeunes et bretonnantes. J'ai quatre fils; ils se marient avec des filles qui sont bretonnantes comme eux. Si beaucoup de familles étaient semblables, il y aurait du nouveau! Je me méfie un peu de la confiance faite à l'école. J'ai fait des cours, j'ai fait des groupes, j'ai rarement vu des résultats réels. Il manquait la foi, la conscience que certains ont maintenant beaucoup plus qu'autrefois. On connaît l'exemple de l'Irlande où la langue est enseignée, et pourtant les gens ne la parlent pas car ils n'y croient pas. Il est vrai que maintenant il y a beaucoup de fils de paysans, d'enfants de bretonnant qui font des études. Ce changement a de l'importance! Ceci dit, 25.000, je n'y crois pas. Ce sera plus, car nous existons!



Ronan Huon, à la gauche de Fañch Morvannou: «Je me méfie un peu de l'école».

Donatien Laurent: Je suis pessimiste. Je ne parle pas de chiffres et je souhaite que mon pessimisme ne soit pas fondé. Mais il y a des faits graves. Il y avait au XVIII^e siècle, une élite qui parlait breton. Au XIX^e siècle, le nombre était peut-être plus grand, mais l'élite avait déjà trahi. Il n'y avait plus que les «pauvres gens» à parler breton. Maintenant le fait nouveau, c'est que les futures «élites» s'y intéressent et sentent l'importance du problème, mais pourvu que le feu ne soit pas simplement entretenu quelques années!... Ce n'est pas l'école qui sauvera le breton, mais l'intérêt et la foi dans une langue qui représente une différence de pensée. Cette foi, serons-nous capable de la faire durer? On sent effectivement des germes, mais de quoi? Je ne crois pas aux familles bretonnantes dans un milieu entièrement francisant. Je croirais plus volontiers à des isolats de territoires

bretonnants, mais peut-on les concevoir? Une langue ne peut vivre que dans un contexte, les enfants d'émigrés le sentent bien. Le milieu dominant étant français, comment les enfants bretonnants se maintiendraient-ils? C'est une crainte, et aussi le constat que le problème est évidemment politique.

Yann-Ber Piriou: 25.000 ça ne m'effraie pas; le tout est de savoir ce que cela veut dire, bretonnant de l'an 2000. Si c'est la même chose qu'aujourd'hui, alors c'est la culbute; si cela veut dire 25.000 habitants ce sont d'autres perspectives qui s'ouvrent! Ce que je redoute aussi, c'est l'isolement dans un milieu contraire. Je crains le problème des cent familles bretonnantes d'une ville de l'an 2000 face à la majorité massive francophone, sans les références aux masses bretonnantes traditionnelles que nous connaissons encore et avec lesquelles nous avons encore le contact direct. La charte culturelle reconnaît l'existence d'une culture mais propose des solutions qui ont cinquante ans de retard.

Ronan Leprohon: Les bretonnants de l'an 2000, on les imagine mal uniquement bretonnants. Même en supposant résolus les problèmes administratifs, la possibilité de s'exprimer, les noms de rues, les chèquiers en breton, etc... (cela, le pouvoir y viendra, car cela arrangera son image internationale et cela ne présentera rigoureusement aucun danger), même en supposant un ensemble de mesures très importantes qui auraient été prises, la réalité actuelle pèsera lourd, à savoir un pays uniformément francisant ou en mesure de l'être. Alors se pose la question du profil du bretonnant de l'an 2000. Monolingue, avec les interrogations posées par D. Laurent? Bilingue? Mais quel est le sens du bilinguisme? Existe-t-il des peuples bilingues? Pas de morceaux ajustés de peuples monolingues mais des gens vivant ce bilinguisme?

Fanch Morvannou: Un peuple peut-il être bilingue? Non, il ne peut l'être durablement. D'autre part, il n'y a pas bilinguisme en Bretagne, mais diglossie: il y a une langue dominante et une langue dominée. Il faut que le breton soit à la fois sympathique et nécessaire en Bretagne. C'est ce qu'on fait les Français: ils ont rendu le français aimable, mais auparavant, ils l'avaient imposé dans les écoles.

Gilbert Quillivéré: Il n'est pas question de résoudre dans un premier temps le problème socio-politique breton pour attaquer ensuite celui de la langue bretonne. Il y a des gens qui pensent que c'est fichu, d'autres qui pensent que cela doit venir après. Nous pensons que cela doit se faire maintenant. Quand je milite dans les CLIN, c'est en breton que je le fais. Le bac, c'est la même chose, avec, en plus, un travail de déculpabilisation vis-à-vis de gens qui pensaient que la langue bretonne ne pouvait servir à tout. Je ne crois pas à ce que dit Gicquel, qu'il faudra faire une alliance nationale à la

mode catalane, au-delà de la lutte des classes. Le combat pour la langue bretonne, c'est le combat pour une autre société.

Les bretonnants de l'an 2000 seront donc différents de ceux du début du siècle. Mais est-ce bien la même langue qu'ils parleront?

René l'Hostis: Elle sera certainement influencée par le type de personnes qui le parlera et qui aura évolué. La langue bretonne n'existera que si l'on se bat pour elle, pas en disant qu'elle est belle et noble, mais en l'employant dans les rapports sociaux, qui ne sont plus ceux du début du siècle. Les bretonnants de l'an 2000 seront les enfants d'un combat, du combat d'une collectivité pour cette culture.

Fanch Morvannou: Un changement de société implique un postulat inébranlable: la foi dans l'avenir d'un peuple breton. S'il n'y a pas cette foi, peu importe la langue que parleront les habitants de l'entité géographique Bretagne. En revanche, si nous l'avons, et si nous nous battons pour cela, nous pourrions croire que des fractions de ce peuple, pour commencer, pourraient parler breton — il faudrait voir ici ce que signifie le mot autogestion! — mais c'est bien la nécessité pour ce peuple de se tenir debout qui importe.

Que penser du mouvement actuel en faveur de la langue bretonne? L'analysez-vous comme une mode, un renouveau réel, ou un chant de cygne?

Ronan Leprohon: On commence à récolter les fruits de ceux qui ont semé. Cela fait pas mal de temps que des hommes se battent pour la langue bretonne, avec des visées que nous n'avons pas toujours approuvées. Il n'empêche qu'ils ont assuré une transition et qu'il y a une filiation que le mouvement actuel doit assumer. De plus, mais c'est une banalité de le dire, les craintes de la massification font que les gens, en Occident industrialisé du moins, sont à la recherche de leurs racines, et qu'elles sont plus évidentes quand on habite Loudéac que Cergy-Pontoise. Le troisième élément, c'est qu'il est bien connu que c'est au moment où les peuples disparaissent qu'apparaît le plus clairement la notion de ce qu'on est en train de perdre: «**La République est belle sous l'empire**». Il est certain qu'il existe des gens, en dehors du mouvement breton, qui constatent que la perte du breton serait un appauvrissement.

Le mot de mode est dangereux, car la mode est par définition passagère. Il faut faire que ce ne soit pas une mode, ce qui suppose, plutôt que la «foi», une volonté politique. C'est seulement la volonté politique d'existence d'un peuple breton qui peut sauver la langue bretonne. C'est dans la nature d'une partie de ce peuple que d'être locuteur breton, soit par résignation pour une partie importante, soit par militantisme pour une autre.

Paolig Combet: Plutôt que de volonté politique, ne faut-il pas parler de volonté tout court? L'exemple irlandais le prouve: il y a certainement eu volonté politique de la part du gouvernement

Gilbert Quillivéré :
« La volonté politique ne suffit pas ».

irlandais de sauver la langue, et cela ne suffit pas à la sauver.

Ronan Leprohon: On ne peut toujours se servir de l'exemple irlandais, car il y a aussi le contre-exemple de l'hébreu. C'est bien une volonté d'Etat qui a permis qu'il soit sauvé, sinon créé!

Il faudrait vérifier la volonté réelle du pouvoir irlandais de sauver non pas seulement la langue, mais le peuple irlandais. Sa politique économique, sociale, militaire montre au contraire la non-volonté du pouvoir irlandais de sauver le peuple irlandais. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas non plus sauvé l'un des éléments constitutifs de ce peuple: la langue. Il ne peut pas y avoir de volonté politique qui ne soit nourrie de la volonté populaire. C'est d'ailleurs cette volonté politique qui guide l'attitude du gouvernement giscardien. Sans cette volonté du peuple, il y a longtemps qu'on aurait accordé au breton toutes les facilités qu'on peut donner en France à n'importe quelle étude linguistique. Si l'on s'oppose à l'étude du breton, c'est bien qu'il ne s'agit pas seulement de linguistique.

Gilbert Quillivéré: La volonté politique ne suffit pas. Il n'y aura pas de peuple breton s'il n'y a pas de langue bretonne. La langue bretonne n'a pas à être sauvée pour elle-même: si on s'en sert comme outil, elle est sauvée, de fait.

Ronan Huon: Ma vie, c'est le breton. Tout ce que j'ai fait, ce fut en breton (sauf gagner ma vie, je l'ai fait en anglais!). Il s'agit de vivre le breton et c'est bien sûr un problème politique. A partir de 1968, en peu de temps, la revue «**Al liamm**» a gagné plus d'abonnés que dans les quinze ans précédents. Il y a eu un phénomène politique, une certaine libération...

Ronan Leprohon: Je suis assez critique à l'égard des militants politiques qui ont la chance historique d'être bretonnants. Si l'un des moyens

Ce débat a eu lieu le samedi 15 décembre, dans les locaux du Centre Breton d'Art Populaire de Brest, mis à notre disposition par son directeur P. Y. Moign. Invités, Armand Keravel et Fanch Broudic s'étaient excusés de ne pouvoir y participer.

Le débat était dirigé par Jean Guéguénat.



Le Peuple Breton/J. Pellen

de sauver la langue est de la pratiquer, il l'est insuffisamment par eux. Plus d'un barrage de gare, plus d'une lutte contre les montants compensatoires pourraient être menés en breton. C'est ainsi qu'on battra en brèche la résignation d'un Hélias à l'égard de la colonisation de la Bretagne, de sa provincialisation.

Et les médias?

Yann Ber Piriou: Il faudrait parler de la télé, celle qu'on subit comme beaucoup, moitié par paresse, moitié par intérêt. L'étroitesse de son contrôle par un pouvoir qui nous est hostile (nous les Bretons, et nous les travailleurs) est un obstacle inquiétant. Même sans faire intervenir la dimension bretonne on peut voir son usage contre la démocratie. Les conditions seraient différentes si une opinion pouvait se forger à la lumière des moyens modernes d'information; mais la démocratie est faussée par ceux-mêmes qui devraient la servir.

Ronan LeProhon: C'est pourtant sans doute un des verrous les plus faciles à faire sauter que celui des médias. Ce que le capitalisme fait par profit avec l'utilisation de la production américaine, un pouvoir politique peut le concéder parce qu'il serait simplement démocratique. Les médias ont été un instrument considérable d'aliénation du peuple breton, mais le plus grave du mal est fait. C'est une possibilité qui va s'offrir à nous, justement dans ces fameux vingt ans qui nous séparent de l'an 2000, de retourner l'arme contre l'adversaire. Nous pourrions sûrement profiter de cet outil, soit parce que les tenants du profit y auront intérêt, soit parce que le pouvoir politique l'aura concédé, soit simplement parce que l'évolution technique aura imposé la liberté.

René l'Hostis: La preuve qu'il ne s'agit pas d'une mode, ce sont les réactions que le mouvement Diwan entraîne. D'un côté, Cressard accuse d'embrigader les enfants en leur apprenant qu'ils subissent une domination colonialiste; de l'autre, le PC nous accuse de ne pas faire de politique. Il suffit de voir les attaques que nous subissons dans certains organes d'enseignants. C'est bien la possibilité de renverser la vapeur en faveur du breton qui entraîne de telles prises de position. Le fait que de plus en plus de militants du breton



Yann Ber Piriou « La démocratie faussée par ceux-mêmes qui devraient la servir ».

s'organisent sans compter sur l'Etat est un danger pour lui. De plus en plus, l'union se réalisera pour débloquent les médias.

Yann Piriou: Je me demande si le mouvement bretonnant n'a pas fait, et ne fait pas encore un complexe de gens qui, participant à une culture essentiellement orale, tiennent absolument à affirmer leur existence par la chose écrite, le livre, le papier. Il est assez grave que l'on ne se pose pas la question de savoir combien de films, de montagnes se sont faits en breton. Ceci ne doit pas être pris comme une critique de ceux qui ont fait effort pour sentir le breton de l'oralité, mais on arrive à un nouveau stade, celui du cinéma, de la vidéo...

René L'Hostis: Cela tient-il à l'absence de public?

Yann Ber Piriou: Non, car l'objection du petit nombre de lecteurs du breton ne tient plus quand il s'agit d'audio-visuel.

Fanch Morvannon: Il suffirait en effet d'un soupçon de pouvoir culturel pour pouvoir populariser par le film les pièces de théâtre en breton, pour s'en tenir à l'aspect technique le plus simple.

Ronan Leprohon: Il est fondamental de se rendre compte qu'on est passé du stade de l'écrit à celui de l'image, pour aborder maintenant celui de l'électronique et de l'audio-visuel très bon marché. On recherche un Stivell de la vidéo!

Une charte pour l'an 2000? Qu'en est-il de la charte, deux ans après son vote? Certains groupes bretons font l'expérience de ses insuffisances d'autres voyaient cette inefficacité dans sa nature même.

Ronan Leprohon: Si j'ai, seul, voté contre la charte culturelle, au nom de l'U.D.B., c'est pour une question de principe: les droits culturels n'avaient

pas à être octroyés. Si ce pouvoir, qui est un pouvoir intelligent, a octroyé cette charte, c'est parce qu'il pouvait volontiers se donner ce moyen électoral sans mettre en péril en quoi que ce soit la relation coloniale qu'il a avec la Bretagne. Ce qui peut être le plus dommageable, c'est que certains risquent de vérifier ces propos dans la désillusion. La charte a pu apparaître à certains mouvements bretons, privés de moyens, comme une assistance. Rappelons qu'elle durera cinq ans, il ne faudrait pas qu'elle dispense le mouvement culturel de trouver en lui-même ses propres forces. Deux exemples montrent qu'elle est de plus en plus employée dans un but électoraliste. Le détournement de crédits de la charte par les élus de droite de Vitre-Fougères pour créer une salle de bal, ping-pong, arbre de Noël, etc... A l'inverse, un projet qui avait un intérêt national réel, celui de préserver et sauver le patrimoine breton, a été refusé, non par l'Etat, mais par les «bachagas» bretons, qui ont refusé tout crédit en raison des options de la personne qui s'en seraient occupée. On n'a pas affaire à des apprentis en matière d'application de la charte!

Paolig Combot: En matière d'enseignement, la charte n'a rien apporté au primaire. En quatrième, l'option de breton qui paraissait mirobolante aux yeux de certains s'est traduite par 17 ouvertures de cours en Basse-Bretagne! Pire, dans certains endroits, le breton a cessé d'être enseigné comme matière facultative, comme dans la région de Carhaix. Quant à la télé, c'est le blocage, en dépit des chiffres qui montrent d'où on est partis! Le seul intérêt de ce gadget électoraliste aura été de donner un peu de sang nouveau à l'édition de manuels.

A propos du breton en quatrième, qu'est-ce qui a empêché la création de cours? Les tracasseries de l'administration, ou le manque de demandes de la

part des parents? On peut poser la question de la sincérité de la revendication pour l'enseignement de la langue; est-elle simplement un vernis et, quand il faut passer aux actes, les gens reculent-ils, et pourquoi?

Paolig Combot: Il y a trois raisons. Dans beaucoup de cas, le travail d'information a été fait pour toutes les options, sauf le breton. Il fallait aussi trouver un enseignant, qui faisait déjà une discipline et voulait bien, en plus, enseigner le breton. Enfin il y a eu concurrence entre la deuxième langue et le breton. Le choix s'est porté sur «l'utilitaire». C'est vrai, que, pour ces raisons-là, la demande a été faible.

Ronan Leprohon: La troisième raison est, de loin la plus importante. Car c'est bien là ce qui a été visé. Il s'agissait de faire la démonstration que, là comme en télévision, non seulement les Bretons ont ce qu'ils veulent, mais qu'ils n'en demandent pas plus! C'est l'astuce de la charte culturelle: avec les giscardiens, on est tombé sur des adversaires qui sont un degré au-dessus dans la manipulation des médias. Les combats les plus importants désertent les usines pour les salles de rédaction.

René L'Hostis: Il faut aussi tenir compte de l'aliénation. Comment le peuple breton pourrait-il avoir conscience de l'importance de l'enjeu? Le public potentiel existe pour la pratique et l'apprentissage du breton. Manque le déclic de la conscience.

Alors, êtes-vous finalement optimistes ou pessimistes?

Fanch Morvannon: Après ce que j'ai entendu sur la charte je dirai «il y en a plus que marre d'être français!» Il s'agit maintenant de faire en sorte qu'un peuple se mette debout: le peuple breton. La langue bretonne ne peut que bénéficier d'un tel sursaut; elle peut en être un instrument, elle en profitera

surtout. Les bretonnants anciens ont, pendant cinquante ans, porté la langue comme un fardeau, il faut qu'avec ce peuple debout, le breton contribue au bonheur: qu'il soit chic, qu'il soit heureux, qu'il soit nécessaire de parler breton! Quant à savoir s'il faut du breton à l'école ou en dehors, je réponds: tous azimuts! La race des aimables régionalistes qui s'occupent du breton comme d'un gadget va en diminuant...

René L'Hostis: Grâce aux organisations culturelles, grâce à leur travail (Diwan: 6 enfants sur 77, 150 maintenant et l'éventualité du primaire), on peut être optimiste!

Gilbert Quillévére: Si nous ne le faisons pas, la langue bretonne porteuse de la future société autogestionnaire, alors c'est fichu...

Paolig Combet: Tant que nous avons le gouvernement conservateur que nous connaissons, le breton continuera à s'émietter. Il n'y a rien de nouveau depuis que Pompidou déclarait «Il n'y a pas de place pour la langue bretonne dans une Europe destinée à marquer l'Europe de son sceau». La langue bretonne sera sauvée à partir du moment où les Bretons sauront l'intérêt qu'il y a pour eux de la perpétuer et lorsqu'ils pourront enfin être en état de dire ce qui est bon pour eux.



René L'Hostis, à la gauche de Paolig Combet, «Je suis optimiste».

Ronan Leprohon: Ce qui me rend optimiste, c'est que devient rare en Bretagne le discours strictement culturel, le discours sur l'unicité du combat culturel, sur le thème: «On fait de la culture nous autres, on ne se compromet pas avec ceux qui font de la politique». Ça c'était poser le plus mal possible le problème, c'était se condamner à ne trouver aucune solution. L'hypocrisie tombe. Les organisations, revues, militants du créneau culturel ont maintenant un langage politique et souvent un langage clair.

Yann Ber Piriou: Pessimisme ou optimisme? Je n'aime pas la manière de poser la question. Je ne vois pas de raison d'être plus pessimiste que pour la démocratie. A certains moments l'horizon est clair. C'était il y a quelques mois. Puis, brusquement, il devient noir. Cela n'empêche pas qu'on se batte pour la démocratie. Alors, ni pessimisme, ni optimisme. Cela relève d'un autre niveau.

CLAUDE BALCON, MILITAIRE A 15 ANS...

De plus en plus souvent, dans notre pays rongé par le cancer de la militarisation et du chômage, des jeunes hommes s'élèvent et opposent un refus déterminé à l'«Armée» et tout ce qu'elle représente. Ainsi se multiplient les proies d'objecteurs de conscience ou de déserteurs parfois, etc...

Celui de Claude Balcon en est un parmi beaucoup d'autres...

Le procès de Claude Balcon

C'est par un véritable inquisitoire contre l'armée que c'est traduit le procès de Claude Balcon, inculpé pour le renvoi de ses papiers militaires en soutien à René Quinard, déserteur. Et il s'est trouvé un public nombreux et très motivé pour y assister.

Après avoir affirmé qu'il ne saurait être question pour lui de reprendre ses papiers militaires, Claude Balcon fit une déclaration au juge, par laquelle il dénonçait avec violence l'embrigadement des jeunes dès 15 ans; l'année profitant de l'âge des conflits familiaux et d'une propagande mensongère judicieusement introduite à l'école. Dénonciation toute aussi vigoureuse, de la militarisation de la Bretagne, de la politique énergétique française, des interventions militaires en Afrique, du surarmement (20% du budget national)! Pour clore la déclaration, Claude Balcon ayant rappelé que le procès qui lui intentait, n'était ni plus ni moins un procès pour délit d'opinion, interpella le président en soulignant que les juges ne font pas seulement qu'appliquer la loi, mais par leur jurisprudence, ils doivent la faire évoluer!

Quant à Claude Balcon, ayant vécu aussi l'engagement à 15 ans, il dénonça la propagande dorée de l'armée sur les gosses... et les autres... mais il alla plus loin en critiquant violemment l'armée qui depuis 1968 s'est mise en place: une armée de guerre civile. Plus de distinction entre ennemi intérieur et extérieur. Cette année de guérilla urbaine, ou non, aux multiples usages (interventions en Afrique) permet alors de mater les mouvements populaires de libération (au nom du peuple français?).

Geneviève Corja, en quelques mots bien sentis, réclame le droit d'expression dans les casernes, et dit pourquoi en tant que femme, elle refusait l'armée «école de l'abjection où l'on apprend le mépris de la femme (putain ou mère de famille), où l'on forme les mâles violents, phalocrates et violeurs».

Fanch Hénaff, quant à lui, réclame un véritable statut de l'objecteur et refusa tout acte d'allégeance à l'armée comme le fait de devoir garder, symboliquement ses papiers militaires. F. Hénaff, dénonça le néocolonialisme (USA en Iran, au temps du Shah, installation pure et simple d'un régime pro-français à Bangui) et rappela comme les autres le caractère politique du procès.

L'avocat M. Miguard eut une plaidoirie efficace longuement approfondie sur le plan du droit, il souligne que les articles 133 et 41 du code du service national étaient contradictoires et qu'un alinéa de l'art. 41 réglementant l'objection de conscience était illégal puisqu'il interdisait toute publicité pour cet article bien que par ailleurs «nul n'est censé ignorer la loi».

Il expose ensuite le problème fond, à savoir la responsabilité de chaque individu devant les institutions en général et l'armée en particulier. Puis il démontra qu'historiquement, l'armée «normale» (discipline, hiérarchie, et absence de conviction) n'avait jamais attiré l'admiration. Il y oppose des situations d'exception: lors de la révolution de 1789, une armée de civils, mal équipés, sans hiérarchie et sans «instruction» militaire avait effectivement défendu sa révolution. La désertion était alors nulle, non du fait des sanctions mais parce qu'ils croyaient à la liberté qu'ils défendaient à ce moment-là.

La garde Nationale, en 1870, fusilla ses généraux et participa à la Commune.

Qu'est-ce que la Résistance de 1945? Un mouvement populaire armé défendant la dignité d'un peuple alors qu'institutions et armée avaient fui. Où était le civisme en 1945, dans la collaboration ou dans la résistance?

M. Mignard aura démontré que l'obéissance civile aveugle et la discipline, c'est le contraire de la responsabilité et de la liberté.

J'VEUX PAS FINIR A KER-GOULAG!

Christian Bonnet aime les symboles: il a choisi le centième anniversaire de la naissance de Staline pour fustiger «ceux qui écrivaient autrefois «Bretagne égale colonie» sur les routes et mériteraient un séjour en surveillance médicale qui les ramènerait à de plus justes réalités».

C'était lors d'un discours sur le plan routier breton, qui aurait dû être totalement réalisé en 1975, et qui ne l'est encore qu'aux trois-quarts. Avec la santé mentale qui le caractérise, Christian n'a pourtant pas lésiné sur l'euphorie...

On lui rappellera quand même que la caractéristique des voies de communication coloniales est de s'intéresser davantage aux relations avec la métropole qu'au développement interne du pays colonisé. On ne pourra pas nier que c'est là aussi l'aspect des réseaux routiers et ferroviaires bretons...

Quant à continuer à écrire «Bretagne égale Colonie», on le fera tant que les lois sur l'affichage et la liberté d'expression que nous prépare le petit père du peuple breton ne nous auront pas réduits au silence.

A part ça, la tête, ça va; mais on ne veut pas finir à Ker-Goulag!

J.G.



A défaut de ministère, on occupe la poste.

MORLAIX-GUINGAMP :

A.O.I.P. : La fin d'un rêve ?

Le 22 mars éclatait pour le public l'affaire A.O.I.P. C'était la séquestration de trois directeurs de l'usine de Guingamp, puis, après l'intervention des forces de l'ordre l'occupation de l'usine durant une semaine. Cette action répondait à la publication par la direction parisienne d'un plan de restructuration prévoyant 1200 licenciements.

Le problème A.O.I.P.

En fait, ce plan ne résultait pas, comme dans bien des cas, de problèmes financiers, mais de lachage par les PTT de la coopérative A.O.I.P.

De 1966 à 1974, l'A.O.I.P. avait multiplié ses effectifs par 3 pour satisfaire aux exigences des pouvoirs publics. 2000 emplois étaient créés en Bretagne. Près de 90% du chiffre d'affaires était réalisé avec les PTT.

*Qu'est-ce que l'A.O.I.P.
(Association des ouvriers en Instruments
de Précision) (rappel)*

4650 salariés.

Paris: 2100

Evry: 400

Guingamp: 1250

Morlaix: 700

Béziers: 200

1600 sociétaires.

Paris, Evry: 1150

Guingamp: 250.

Morlaix: 150.

Béziers: 50.

Un sociétaire est un salarié qui, acceptant de verser 5% de son salaire, a un droit de regard et de décision sur la marche de l'entreprise à travers l'assemblée générale qui élit le conseil d'administration. Les fonds versés par les sociétaires constituent le capital social de l'entreprise.

Or, dès 1974, les pouvoirs publics annoncent une nouvelle orientation: abandon du téléphone électromécanique, regroupement de l'industrie, avantages donnés aux groupes pouvant exporter.

Quelles solutions sont proposées?

Le plan de restructuration rejeté en mars par le personnel de Bretagne est également rejeté par les pouvoirs publics qui ne veulent pas créer en Bretagne une nouvelle «Lorraine» et s'opposent donc aux licenciements.

Les pouvoirs publics demandent à la direction de contacter les trusts Thomson et CIT. Des rencontres ont eu lieu qui conduisent à l'élaboration d'un protocole prévoyant:

— Le démantèlement de l'A.O.I.P., CIT reprend Guingamp, Thomson, Morlaix.

— La création à Paris d'un «GIE» pour le personnel parisien excédentaire.

— La continuation de l'A.O.I.P. autour d'Evry, Toulouse et Béziers, ceci avec 1500 à 1600 personnes.

Ce plan signé par la direction en octobre et accepté par le conseil d'administration en novembre, est proposé aux sociétaires le 1^{er} décembre lors d'une assemblée générale conformément aux statuts de la coopérative.

Face à ce protocole, quelles étaient les positions des travailleurs et de leurs organisations syndicales?

Si leurs intérêts de classe sont identiques, la perception de la coopérative par les travailleurs est différente d'un établissement à l'autre. L'attachement à l'A.O.I.P. très fort à Paris est nettement atténué en Bretagne, encore plus à Morlaix qu'à Guingamp. Les positions syndicales se rapprochent de ces différentes sensibilités. A Paris, siège de l'entreprise, la CGT largement majoritaire, dit «Non au

démantèlement» par attachement à la coopérative, ou consciente qu'une tête ne peut survivre sans ses bras. A Guingamp, où, seule la CGT est représentée, le refus de la solution prônée par les pouvoirs publics est motivée par le fait que des tractations se passent au-dessus de la tête des travailleurs sans qu'ils obtiennent la moindre garantie de l'emploi (quand on connaît la politique de l'emploi dans les trusts en question...) Une lutte sur cet objectif aurait pu faire reculer le pouvoir. A Morlaix, la CFDT, la plus influente, se contenterait d'un protocole négocié (position commune avec la CFDT Paris). Le protocole d'accord est rejeté par l'ensemble des organisations syndicales, c'est ce que fera également l'assemblée générale des sociétaires du 1^{er} décembre (le protocole obtient 55% des voix mais les statuts prévoient la majorité aux 2/3). Un contre-projet présenté par un groupe de sociétaires ne fait pas non plus l'unanimité mais ce contre-projet, aussi crédible eut-il pu être, quelle chance avait-il d'aboutir sans rapport de force, sans volonté populaire?

L'intégration de l'A.O.I.P. dans les deux grands groupes français du téléphone s'inscrit en fait dans la logique du système capitaliste, les travailleurs n'ont rien à gagner. Mais pour s'opposer à cette restructuration de l'industrie téléphonique orchestrée par les pouvoirs publics, une lutte dure était nécessaire, or, il faut le reconnaître, elle n'a pas eu lieu. C'est seulement le vote de l'assemblée générale qui a rejeté le plan proposé par les PTT, Thomson, CIT et la direction de l'A.O.I.P.

Au lendemain de l'assemblée du 1^{er} décembre, la majorité du personnel consulté se prononçait pour l'action mais allant dans le sens de l'amélioration du protocole et par là, la recherche de la solution la moins mauvaise pour les travailleurs.

Une nouvelle assemblée générale est prévue le 5 janvier 80 et cette fois, la seule alternative proposée aux sociétaires sera le protocole (amélioré?) ou le départ de bilan. A l'heure où nous écrivons nous n'en connaissons pas l'issue mais il est peu probable que cette fois la vente soit repoussée.

Il est bien évident que ceci ne résoudra en rien les problèmes d'emploi. Qu'est devenue la vocation électronique de la Bretagne? Seule permettra d'imposer au pouvoir la mise en place d'un plan de développement sérieux passant par la création de nouveaux centres d'études et de recherche.

Marcel Le Moing.

A Messieurs les Préfets, «Le Monde» reconnaissant...

Il faut bien le dire: malgré des enquêtes intéressantes, la déception l'emporte à la lecture des articles consacrés par «Le Monde», dans ses éditions du 4 ou 10 décembre, à la circonscription administrative des «Pays de Loire».

On n'attendait pas du quotidien une contestation très franche de l'entité «régionale» créée par la cinquième République. Il l'a depuis trop longtemps reprise pour la présentation de ses modestes informations régionales. Et on peut lui accorder que ce n'est pas son affaire prioritaire.

Par contre, on pouvait attendre, de lui moins de complaisance à l'égard des pouvoirs établis, moins d'ardeur à collectionner sur la bretonnité de la Loire-Atlantique des propos vides d'argumentation; attendre de lui sur le «pourquoi» des «Pays de la Loire», autant de curiosité que sur le «Comment?»

Car de toute évidence, vingt ans après les décrets de Michel Debré, c'est la réponse à ce «pourquoi» qui aurait été l'information la plus intéressante. On n'a pas en effet créé une région artificielle pour pouvoir parler de la difficulté qu'elle a à trouver son unité. On n'a pas coupé la Bretagne en deux par inadvertance.

La parole est aux notables

A qui «Le Monde» a-t-il confié le soin de parler des «Pays de Loire» (1) dans leur ensemble? Aux directeurs d'autres journaux, à un ministre sarthois, aux présidents des «assemblées régionales», à celui du Conseil Général de Loire-Atlantique, dont le château de Saint-Mars-la-Jaille a manifestement des murs très épais, au Maire de Nantes, qui ne manque pas une occasion de rappeler sur ce point ses liens avec l'ancienne municipalité de droite, et au préfet de région...

C'était inévitable? Soit. Mais s'en tenir là, ce n'est pas courir le risque de poser le problème de l'existence de la «région», et de la signification politique et économique qu'elle peut avoir.

Les résultats sont là. C'est le ministre Le Theule qui se donne le plaisir sarthois de rappeler qu'à l'évidence «les liens d'Angers, de Laval ou du Mans sont beaucoup plus nets avec Paris qu'avec Nantes ou Saint-Nazaire». C'est à Olivier Guichard qu'il revient de souligner «que le gouvernement semble se préoccuper beaucoup plus d'imposer aux régions ses propres vues que de les aider à réaliser les leurs».

Ces pionniers méconnus de la décentralisation n'auraient-ils donc aucune responsabilité dans la mise en place de ces «régions» sans réalité donc sans pouvoir?

Et «Le Monde» n'attendait-il ce rappel que de ses lecteurs?

La preuve par les crêpes

La question de l'appartenance de la Loire-Atlantique à la Bretagne ne pouvait être évacuée. Reconnaissons même qu'on n'a pas voulu, l'évacuer. Et en fait, elle est omniprésente. Longuement traitée, ou plutôt évoquée, par le journaliste, Jean-Marc Theolleyre, elle sous-tend divers propos de Joël Le Theule ou d'Olivier Guichard et elle est piquée dans les propos de Jean-Paul Fisch (2) ou de Charles-Henri de Cossé-Brissac (3) comme une arête au travers de leur gorge. Mais quelle promenade dans les lieux communs!

Ainsi, Jean-Marc Theolleyre relève des

pensez... Et le pont de Saint-Nazaire, comme on s'y attendait, unit les différences, à l'image de ces «Pays de Loire» à la tête desquels, finalement, la Loire-Atlantique se trouve bien! Après mille ans, et plus de bons et loyaux services, la Bretagne, on le devine, ne pouvait sans doute plus assumer elle-même sa diversité...

Avec le zeste de sympathie amusée qui convient de la sorte au parisien traitant de la chose, Theolleyre justifie de la sorte son curieux titre: «BRETONS DE CŒUR, NANTAIS DE RAISON», dont il faut bien conclure qu'on ne saurait à notre époque être raisonnablement breton. Mais n'insistons pas: Morvan Lebesque, un



La publicité du « Monde » : En toute solidarité « régionale ».

indices. Les crêperies, la Tour Bretagne, les écoles libres, peut-être Charette. On se rend bien compte qu'il trouve l'eau salée plus bretonne que l'eau douce, et la tuile moins que l'ardoise. Si La Baule échappe à la querelle, elle le doit à son renom international. La Bretagne, à côté, vous

Nantais, a déjà dû écrire là-dessus quelque chose d'assez pertinent.

Qui nous dira pourquoi?

Ignorance ou refus, la négation du peuple breton explique évidemment bien des propos ou des silences, qui pourraient être simplement amusants. Mais ces propos et ces silences recouvrent ou permettent aussi des atteintes à l'existence quotidienne des Bretons, et l'affaiblissement des forces populaires susceptibles de s'y opposer. Cela, comment pourrions-nous en rire?

La preuve? L'analyse de la situation de l'emploi dans les «Pays de Loire» (paru le 4/12), oublie de faire ressortir que le secteur le plus favorisé de Loire-Atlantique connaît un taux de chômage plus élevé que le secteur le moins favorisé du reste de la région. Et oublie d'en chercher les raisons.

La preuve? dans le même esprit, le député-maire de Nantes, Alain Chenard (P.S.) amorce son article sur l'emploi par «Ils sont 80.000 en Pays de Loire» en parlant des chômeurs, et il ajoute «37.000 en Loire-Atlantique» sans faire ensuite la moindre analyse des causes d'un chômage presque aussi fort en chiffres absolus dans son département que dans les quatre autres réunis. Et il propose dès lors, pour l'estuaire des démarches à l'auvergnate...

La preuve? Paul Le Guilloux, adjoint au

Promotion juteuse...

Il ne faudrait pas croire que la série d'articles du «Monde» est parfaitement informative et désintéressée... Les publicités qui accompagnaient les papiers publiés ont été négociées pour cent millions d'anciens francs! La somme d'argent ayant principalement été réunie par les collectivités locales, on comprend que les notables placés à leurs têtes aient largement eu le droit à la parole. On peut cependant se demander qui aura, dans cette affaire juteuse, trouvé son compte: «Le Monde» qui, sourcilieux comme il prétend l'être sur la morale journalistique, a cependant accepté cette publicité rédactionnelle déguisée, ou les milliers de chômeurs qui auraient peut-être préféré une autre forme de promotion.

maire de Nantes, président du groupe des élus municipaux P.C.F. dans un autre article, propose après l'U.D.B. de vrais remèdes économiques, axés sur le trafic commercial de la Basse-Loire. Mais il semble ignorer que de telles mesures n'ont aucune chance de voir le jour dans le cadre régional actuel, et hors de la solidarité de toute la Bretagne.

La voilà, la réponse au «pourquoi» des Pays de la Loire. Ils visent moins la Bretagne, que les travailleurs bretons. Parce qu'ils permettent leur surexploitation. Parce qu'ils les divisent. Parce qu'ils abaissent le niveau de leur solidarité avec les travailleurs d'autres régions.

Débat passéiste? Les placards publicitaires les plus grands et les plus nombreux finançant les dossiers du «Monde» émanent des organes officiels publics de la «région» et des départements qui la composent.

C'est bien aujourd'hui qu'à Messieurs les Préfets, «Le Monde» est reconnaissant... et réciproquement.

M. François.

(1) «Pays de la Loire» ou «Pays de Loire». On ne sait pas trop bien. Mais est-ce à nous de donner le «la»?

(2) Président du Comité Economique et Social des Pays de Loire: «Le nord de la Loire-Atlantique se sent breton».

(3) Président du Conseil Général de Loire-Atlantique: «Le sentiment d'attachement à la Bretagne (...) s'exprime plus précisément de Guérande à Châteaubriant».

RÉPRESSION ANTI-U.D.B. EN LOIRE-ATLANTIQUE

Le tribunal de police de Nantes vient de condamner trois militants de la fédération U.D.B. de Loire-Atlantique à chacun 160 F d'amende et 25 F de frais pour «distribution de tracts aux conducteurs de véhicules circulant sur une voie ouverte à la circulation», infraction «prévues et réprimées par l'article R 38/13° du Code Pénal».

Ces trois militants participaient le 4 août dernier, à Varades, aux portes de la Loire-Atlantique, à une distribution de tracts «Bienvenue en Lorraine» exposant la situation dramatique de la Loire-Atlantique et en général de la Bretagne, en matière d'emploi.

La «justice» bourgeoise n'aura donc pas hésité à réprimer ce témoignage au nom de la gêne apportée à la circulation automobile... Comme si les militants de la fédération U.D.B. de Loire-Atlantique n'avaient pas précisément choisi cette date (un samedi 4 août) et ce lieu (les feux de Varades) en raison des ralentissements que n'importe qui pouvait y prévoir à cette époque, indépendamment de toute distribution de tracts.

Bref: chômez et taisez-vous, voilà le langage tenu aux Bretons de Basse-Loire.

HALTE A LA CASSE DE L'HÔPITAL PUBLIC

Rennes

Le Peuple Breton du mois d'octobre avait fait état de la mise à mal du Secteur Santé, et des hôpitaux en particulier, par une politique gouvernementale féroce engagée sur la voie des économies de bout de chandelle qui visent à rogner sur l'indispensable quitte à gérer dangereusement l'avenir de la santé publique... A moins que ce ne soit là un des buts recherchés: «le privé» est une formule qui sied fort à ceux qui nous gouvernent.

L'hôpital coûte cher, emploie trop de monde, il s'y fait grand gachis de matériel et de personnel dit-on et ce gouffre c'est bien connu, met la sécurité sociale en déficit!

Récemment, le syndicat santé CFDT d'Ille et Vilaine faisait le point sur ces problèmes au cours d'une journée de sensibilisation, d'explication. Le bilan en Ille et Vilaine, n'est guère enthousiasmant! Il n'est que de voir les chiffres pour s'en convaincre:

Au niveau du personnel:

— au CHR de Rennes: 150 auxiliaires (que l'Administration estime indispensables à la marche du service), ont été licenciés en 2 mois: 400 sont menacés.

— à Vitré: 10 licenciés, à Redon: depuis plusieurs années on ne fait plus que des embauches à la journée!

Au niveau des équipements:

— le Bloc Urgence Réanimation de Rennes ne fonctionne qu'aux 2/3 de sa capacité. La réanimation médicale n'est pas ouverte par manque d'effectifs. Le projet initial prévoyait la création de 131 postes, le ministère en autorise 63.

— l'hôpital sud: quant ouvrira-t-il? Cela devrait être fait. Il devait compter 520 lits. On est à 135 environ et le reste ne sera que des transferts depuis Pontchaillou. Donc pas de développement des capacités d'accueil sur Rennes.

Ille et Vilaine

Le Peuple Breton du mois d'octobre avait attiré l'attention sur la situation dans les hôpitaux. Le 24 novembre, le syndicat santé CFDT d'Ille et Vilaine tirait le signal d'alarme au cours d'une journée de sensibilisation, sur les effets de la politique actuelle dans le secteur de la santé. Alors que l'hôpital public est à la une des médias, il convenait de répondre aux questions que se pose le public: Est-il vrai que l'hôpital coûte cher? Emploie trop de monde? Met la Sécurité Sociale en déficit?

— Fougères: on a fermé 2 services de médecine.

— à Vitré et Redon: les projets d'équipements sont remis en cause ou révisés en baisse pour des hôpitaux

pourtant très vétustes. Ainsi à Vitré, la modernisation s'accompagnera d'une diminution de lits.

— à Redon (650 lits en 1971, 339 lits en 79). Le plan médico-social ne tient pas compte de la partie Loire-Atlantique du pays de Redon. Comme quoi le découpage régional n'est pas neutre!

Au niveau des humains. Prenons l'exemple des hospices: le Ministère de la Santé annonce leur disparition et institue des «unités normalisées» ou maisons de cures médicales pour personnes âgées (V. 240 V.120 V.80). Pour le V.240 de St-Laurent à Rennes:

— les 3/4 des personnes âgées sont totalement dépendantes, or le personnel est en nombre insuffisant.

— 8 aides soignantes pour 80 malades.

— 1 infirmière pour 80 malades.

— 27 chambres sont à nettoyer par 2 agents en 2 heures!

Où est l'humanisation?

Il semble bien que l'humanisation des hôpitaux, dont on fit si grand cas sous Mme Veil, n'ait pas trouvé ici le lien de son plein épanouissement! Probablement une mauvaise interprétation des termes!

Il s'agit bien d'un désengagement de l'Etat.

Il n'y a pas de hasard

Non! Pour la CFDT Santé, il s'agit d'une politique délibérée: les récentes mesures gouvernementales (voir PB n° 190), les allusions au «privé qui coûte moins cher», autant d'éléments qui montrent le désengagement de l'Etat, amenant une détérioration du service public. Il est plus insidieux que dans les PTT ou l'enseignement car il se fait au nom du déficit de la Sécurité Sociale (mais on se garde bien de s'attaquer à ces causes de déficit que sont les charges indues, le non-paiement des cotisations patronales ou le nombre de chômeurs, et de toucher au secteur commercial de la santé (cliniques lucratives, laboratoires d'analyses).

Notons enfin l'incohérence des propos gouvernementaux en 1974 Poniatowski, ministre de la Santé en visite à Rennes déclarait qu'il manquait 1400 lits. Aujourd'hui, il y en aurait trop! Depuis, il est vrai des élections déterminantes sont passées.

Les usagers bretons doivent soutenir les professionnels de la santé pour que cesse la casse du secteur public, en Ille et Vilaine, comme ailleurs. Sinon demain, il y aura une santé pour les nantis et une santé pour les autres.

Gérard Provost: article rédigé à partir des informations fournies par Louis Gérard du Syndicat Santé CFDT d'Ille et Vilaine.

NON-LIEU...

Le neuf novembre 1971, le «Maori», cargo de la compagnie des «Messageries Maritimes» sombrant dans l'Atlantique. Sur les trente-neuf hommes de l'équipage, trente-huit disparaissent...

La tragédie inspira de respectables réactions; c'est ainsi que le Conseil des Ministres rendit hommage aux disparus, et que la compagnie organisa une cérémonie religieuse pour honorer la mémoire «**de ceux qui, etc...**» et personne ne manquera d'évoquer «**les dangers du dur métier de marin**». L'émotion fut telle que le Garde des Sceaux de l'époque en oublia de prescrire l'ouverture immédiate d'une information contre x, au chef d'homicide par imprudence... Les Affaires Maritimes ouvrirent cependant une enquête, qui n'aboutit à rien. Nous en serions à ce point si quatre veuves de disparus, se substituant aux autorités officielles n'avaient pas déposé une plainte avec constitution de partie civile, en octobre 1974, soit un mois seulement avant la date de prescription.

Ouverte par le juge d'instruction de Dunkerque, port d'attache du «Maori», elle dura quatre ans avant d'aboutir à un non-lieu. Quatre ans pour aboutir à une insuffisance de preuves alors qu'il était question de navire dangereusement surchargé de matras de nickel, question de responsabilités d'organismes et de personnes à terre. Quatre ans alors que le seul survivant du drame s'en était tiré grâce à sa combinaison de plongée qu'il avait depuis plusieurs nuits au pied de sa couchette, au cas où...

Il y eut donc appel, qui fut examiné le 19 novembre dernier par la Chambre des Mises en Accusation de la Cour d'Appel de Douai; verdict débat décembre: non-lieu à nouveau!

La principale question restera donc sans réponse pour la justice française, pourtant si prompt en d'autres occasions; à savoir: «la loi du profit a-t-elle prévalu sur la sécurité?»

Le quatorze février 1979, le «François Vieljeux» coule dans le golfe de Gascogne. Il y a huit rescapés et vingt-trois morts. Un homme est mort de froid après avoir été recueilli: il n'y avait toujours pas de combinaisons de survie à bord. Cet accident a particulièrement ému les pouvoirs publics, et le ministre des transports a présenté les condoléances du gouvernement aux familles, tout en soulignant «**les dangers du dur métier des officiers et marins du commerce**». Son émotion était telle qu'il n'a pu expliquer pourquoi, huit ans après, le «Maori», la combinaison de survie n'était toujours pas obligatoire à bord. Le garde des Sceaux du moment a même oublié de prescrire l'ouverture immédiate d'une information contre X, au chef d'homicide par imprudence...

Daniel DOLLÉ

QUAND LA SNCF S'INFORME

La SNCF est préoccupée par l'action des comités d'usagers contre les suppressions d'arrêts de trains en Bretagne. D'un côté, la répression est à l'ordre du jour: après la condamnation à Quimper de sept militants communistes, ce sont trois militants de l'UDB qui sont maintenant visés. De l'autre il s'agit pour elle de trouver le meilleur moyen de discréditer l'action des comités d'entreprise. Ainsi, à la demande de la SNCF, la SOFRES vient-elle d'opérer un sondage auprès de «**personnes ayant voyagé en train entre le 8 et le 11 novembre**». Parmi les quatorze questions posées, celle-ci, qui ne manque pas de sel:

Voici deux couples d'opinions contraires relatives à la suppression d'arrêts de trains dans des petites gares de Bretagne. Pour chacun d'eux, choisissez l'opinion qui correspond le mieux à ce que vous pensez personnellement.

Opinion A

Il vaut mieux tenir compte des intérêts de la majorité des usagers du train en Bretagne, quitte à sacrifier ceux d'une petite minorité de gens quand c'est nécessaire. C'est pourquoi il faut bien accepter la suppression d'arrêts de trains dans des petites gares.

Opinion B

La desserte ferroviaire est vitale pour les petites communes et l'économie de la région. C'est pourquoi il faut absolument rétablir des arrêts de trains et maintenir l'activité des petites gares.

Donnez une seule réponse:

- L'opinion A correspond le mieux à ce que je pense 1
- L'opinion B correspond le mieux à ce que je pense 2

Opinion C

La suppression d'arrêts de trains dans des petites gares annonce leur fermeture dans les années à venir. Cela fait partie d'un plan d'ensemble que la S.N.C.F. ne veut pas rendre public.

Opinion D

La S.N.C.F. a jugé nécessaire de supprimer des arrêts de trains dans certaines petites gares. Mais elle n'a pas l'intention de fermer ces petites gares dans les années à venir.

Donnez une seule réponse:

- L'opinion C correspond le mieux à ce que je pense 1
- L'opinion D correspond le mieux à ce que je pense 2

Et également les trois dernières, où l'on notera particulièrement le préjugé péjoratif de l'affirmation «**les comités sont en fait dominés par les partis et les syndicats**».

12) Avez-vous entendu parler des comités ou associations d'usagers qui s'élèvent contre la suppression des arrêts et certaines modifications des services des trains en Bretagne ?

- oui, j'en ai entendu parler mais je ne pourrais pas en citer 1
 - oui, j'en ai entendu parler et je pourrais en citer au moins un 2
 - non, je n'en ai pas entendu parler du tout 3
- Répondre aux questions 13 et 14
- Ce questionnaire est terminé pour vous. Merci de nous le renvoyer.

13) Le tableau suivant présente plusieurs jugements qui ont été portés sur les comités de défense. Indiquez si, pour la plupart des comités que vous connaissez, chacun de ces jugements vous paraît plutôt vrai ou plutôt faux.

Donnez une réponse à chaque ligne

	Plutôt VRAI	Plutôt FAUX
Dans la population des communes concernées, il y a beaucoup de personnes qui soutiennent les comités	1	2
Les comités sont en fait dominés par les partis et les syndicats	1	2
Les manifestations des comités se déroulent dans le calme et restent très pacifiques	1	2
Les comités laissent indifférente la grande majorité des Bretons	1	2
Les arrêts de trains par les manifestants sont trop gênants pour les voyageurs	1	2

14) Finalement, diriez-vous que vous êtes plutôt favorable ou hostile à ces comités, ou qu'ils vous laissent indifférent ?

- j'y suis tout à fait favorable 1
- j'y suis assez favorable 2
- j'y suis assez hostile 3
- j'y suis tout à fait hostile 4
- ils me laissent indifférent 5

L'ÉGLISE DE L'OUEST

L'Eglise, à son tour se mêle de régionalisation: à la tête de la région apostolique de l'Ouest, dont les limites ne sont pas loin de correspondre à la zone de diffusion... d'Ouest-France, est placé Mgr Boussard, évêque de Vannes qui a, dans le «Pélerin» tenté de justifier un tel découpage.

«Il est vrai que les douze diocèses qui constituent la Région apostolique de l'Ouest comportent trois unités économiques et humaines différentes: la basse Normandie, les Pays de Loire et la Bretagne. Chacune a ses particularités, son tempérament. Elles présentent cependant des traits

communs, surtout celui d'appartenir à la France de l'Ouest, longtemps exclusivement rurale et maritime et désormais ouverte aux grands courants d'échanges. C'est pourquoi beaucoup de problèmes pastoraux s'y posent à peu près dans les mêmes termes».

L'Eglise de la «France de l'Ouest» se porte bien. Avec ses nombreuses «écoles chrétiennes» et la mise en application de la nouvelle loi Guemur, elle peut s'épanouir comme un chou à la lumière du «libéralisme avancé».

A peine quelques heurts viennent ternir la paix de la nouvelle alliance biblique. Ainsi la loi sur l'avortement. Ce qui a été l'occasion pour les évêques d'affirmer leur autorité morale en rappelant les parlementaires à leurs responsabilités. On pourra lire à ce sujet le texte émouvant de Mgr Julien évêque de Beauvais dans l'Ouest-France du 26/11/79: «Munich — Liberté, que de crimes on commet en ton nom».

En voici un extrait: «Si l'État ne respecte plus le Droit, c'est l'État qui meurt... Le Droit c'est la 1^{re} garantie des personnes et d'abord des plus faibles... Quand on ne le respecte pas, c'est la société des hommes qui meurt et c'est la jungle qui revient. Le Droit non plus n'a pas pesé lourd à Munich».

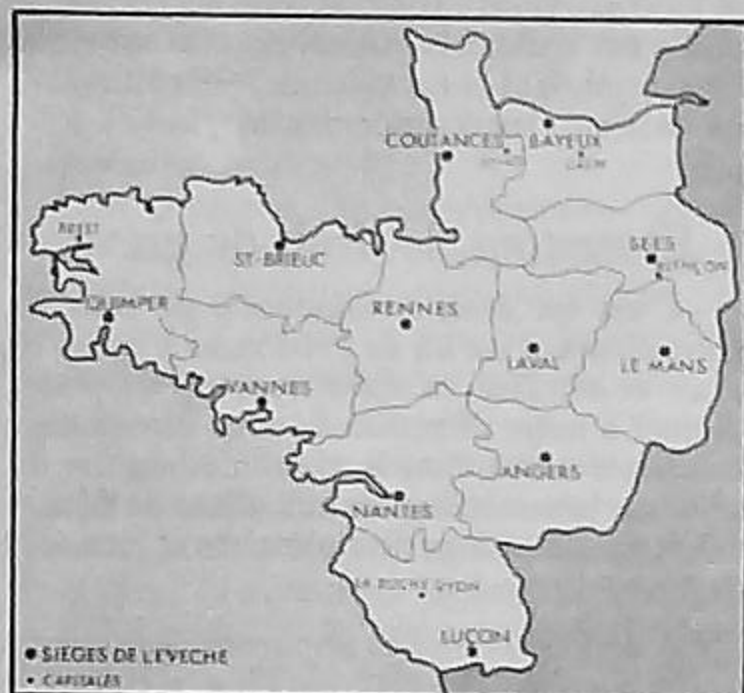
Pourtant on n'a pas l'impression jusqu'ici

que la défense des droits préoccupe tellement les évêques de France et notamment ceux du «Grand-Ouest». Deux exemples (inutile de dresser une liste complète):

— depuis plus de 100 ans la population bretonne est vouée à une émigration forcée qui la détruit physiquement et spirituellement. Que dit là-dessus l'Eglise «apostolique de l'Ouest»?

— depuis plus d'un siècle l'État saccage la civilisation bretonne. Le système scolaire en particulier réduit le jeune breton à n'être qu'un homme abstrait, une catégorie juridique, un manœuvre interchangeable, transportable n'importe où et sans défense. Qu'en pense l'Eglise «apostolique de l'Ouest»? A-t-on jamais entendu ces «chefs spirituels» revendiquer pour les jeunes bretons «le droit de vivre au pays», pour la collectivité bretonne le droit d'exister dans sa singularité propre, pour tous les Bretons le droit de connaître leur Histoire, leur Géographie, les richesses de leur Civilisation et notamment leur langue?

Décidément, pour cette Eglise, il semble bien que les droits de l'Homme se réduisent aux «droits du Fœtus» et aux «droits de l'Ecole Confessionnelle»... à moins qu'elle n'en soit venue à reconnaître des Droits nouveaux tels le «Droit à la mort» pour les communautés humaines et le «Droit au déracinement» pour les personnes, dans la ligne de M. Barre, et des partisans de la «mobilité de la main-d'œuvre»?



CHIFFRES POUR UN COMBAT

CHEFS D'EXPLOITATION SELON LEUR AGE ET LA TAILLE D'EXPLOITATION EN FINISTÈRE

(1975)

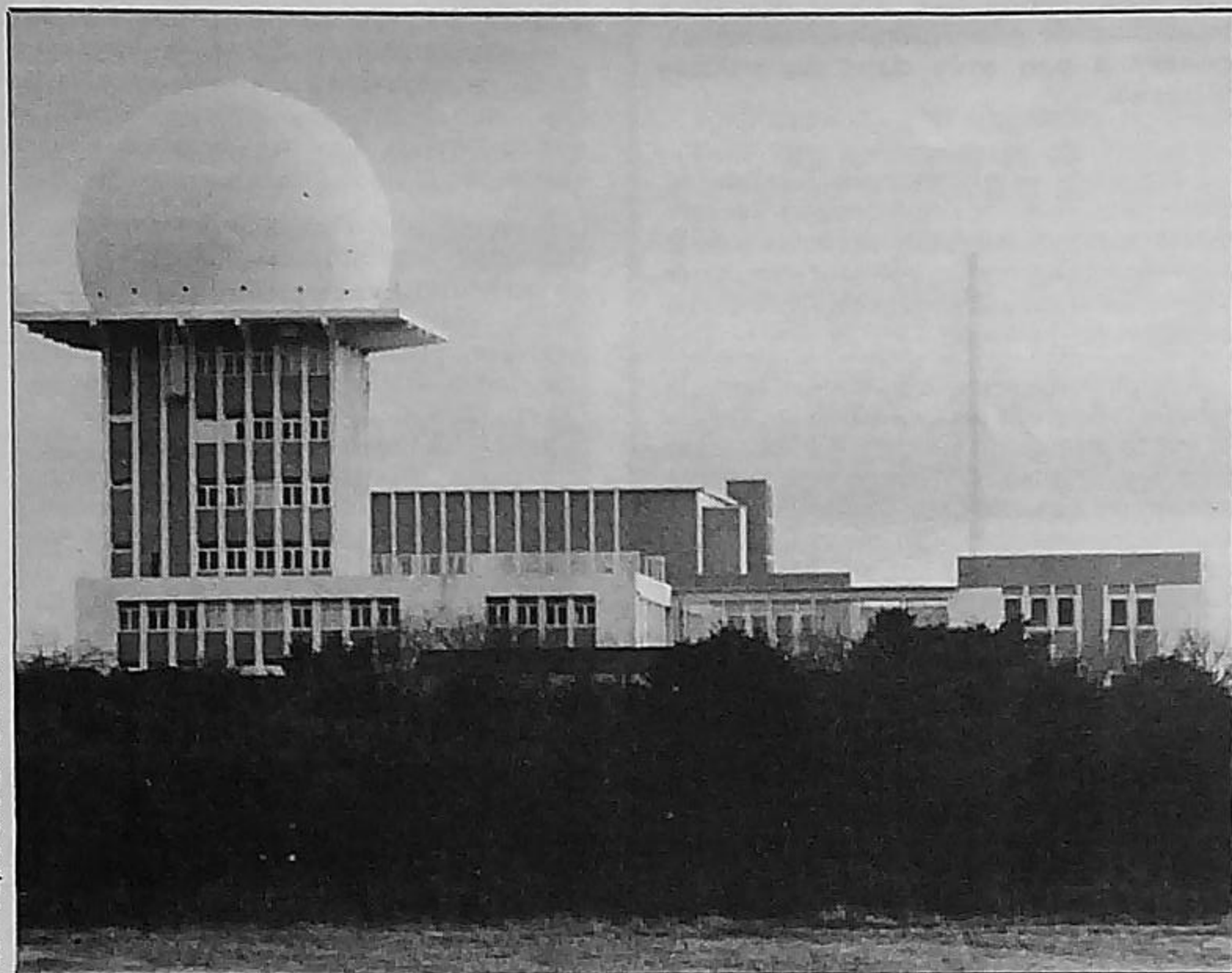
	— 5 ha	5 - 10	10 - 20	20 - 30	30 - 50	+ 50	ensemble	%
— 25 ans	37	51	67	60	29	0	244	0,8
25 - 34	171	67	762	364	349	63	1776	5,7
35 - 44	438	766	1983	1410	773	136	5506	17,6
45 - 54	1816	1839	3843	2174	1107	289	11068	35,3
55 - 59	571	860	1420	377	149	53	3430	10,9
60 - 64	1392	757	943	311	128	69	3600	11,5
+ 65 ans	3368	1252	726	263	91	15	5715	18,2
Total	7793	5592	9744	4959	2626	625	31339	
%	25 %	18 %	31 %	16 %	8 %	2 %		

...ET EN LOIRE-ATLANTIQUE (1972)

	— 5 ha	5 - 10	10 - 20	20 - 30	30 - 50	+ 50	ensemble	%
— 25 ans	22	17	40	85	47	7	219	0,9
25 - 34	114	126	250	587	574	64	1754	7,2
35 - 44	321	574	1146	1743	1584	192	5716	23,7
45 - 54	638	1009	2265	2176	1663	240	7992	33,1
55 - 59	298	485	855	568	342	46	2598	10,7
60 - 64	499	600	1065	567	298	30	3067	12,7
+ 65	816	795	692	218	100	40	2665	11,0
Total	2768	3655	6546	5955	4617	624	24187	
%	11 %	15 %	27 %	25 %	19 %	3 %		

NAVIGATION AÉRIENNE

Les contrôleurs de Brest expliquent leur lutte



Le radar de Loperhet.

DEPUIS plus de deux mois maintenant, les personnels de la navigation sont en lutte; une lutte diversifiée, allant des retards au décollages qui ont tant mis en fureur les ministères, à la grève du zèle, qui consiste à appliquer... le règlement à la lettre. A Loperhet, près de Brest, est implanté le CRNA/O, c'est-à-dire, de manière moins barbare, le Centre Régional Navigation Aérienne Ouest...

L'intersyndicale CGT-CFDT, qui avait été choquée par la manière dont les médias présentent leur mouvement, parfois qualifié de « grève de riches », a tenu à s'expliquer:

« On peut dire que les personnels de l'Aviation Civile ont pour mission essentielle d'assurer la sécurité et la régularité des vols. La région brestoise résume assez bien l'ensemble des tâches assurées puisqu'on y trouve un centre de contrôle en route (à Loperhet) chargé du trafic de survol (vols internationaux et nationaux en moyennes et longues distances) ainsi qu'un aéroport (à Guipavas) assurant la desserte aérienne locale ».

Ce ne sont pas les seuls contrôleurs qui sont dans l'action, mais aussi des techniciens, des ingénieurs, des électroniciens et des administratifs qui entendent avant tout maintenir la navigation aérienne au sein de la fonction publique, et lui donner les moyens d'assurer ce service public: ceci suppose un sérieux renfort en effectif en matériel.

« Nous affirmons aujourd'hui que les choix faits par la Direction de la Navigation Aérienne et le Ministère des Transports portent gravement atteinte à ces deux projets:

le budget actuel de l'Aviation Civile étant insuffisant, notre administration sépare les services dont la rentabilité est assurée d'autres qui le sont moins. Pour les premiers (essentiellement les centres de contrôle et les grands aéroports) on prépare un nouvel accroissement de rentabilisation, ceci au détriment de la sécurité et des conditions de travail. Pour les seconds (des aéroports tels Guipavas, Rennes ou Nantes), on abandonne certaines tâches ou fonctions actuellement assurées par la Fonction Publique dont on reporte les coûts (investissements ou fonctionnement) pour tout ou partie sur les Chambres de Commerce et d'Industrie ou les Collectivités locales. Il faut savoir que les taxes payées par les utilisateurs de l'espace aérien (taxes de survol et taxes d'atterrissage) sont en constante progression. La tentation est donc grande pour le gouvernement actuel de rentabiliser au maximum notre secteur d'activités. La notion de Service Public, de sécurité, disparaît derrière celle de service rentable ».

Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, restructuration rime avec démantèlement, et privatisation. Pour la navigation aérienne, le plan de restructuration, c'est le « plan Machessaud »...

« Ce qui se passe dans l'Aviation Civile n'est d'ailleurs pas unique, le plan Guillaumat pour la SNCF, la privatisation de l'INRA et bien d'autres exemples sont là pour le prouver ».

Des militaires encombrants

Depuis le « plan Clément Marot », de

sinistre mémoire, on sait que les militants sont aussi présents dans la navigation aérienne. Cette mixité civils-militaires, la CGT et la CFDT la condamnent. « L'espace aérien réservé au trafic civil est trop étroit; il devait correspondre à l'importance réelle de ce trafic et donc s'agrandir. Par ailleurs, la mixité de personnels civils-militaires telle qu'elle existe sur des aéroports comme Roissy, Bordeaux ou Clermont-Ferrand est inacceptable et doit cesser ».

D'autres revendications portent sur la prise en compte des compétences des personnels pour l'organisation du travail, le choix des matériels utilisés pour le contrôle, l'instruction et la formation, le déroulement de carrière, les rémunérations.

Et surtout, le droit de grève,

« C'est un droit fondamental de tous les travailleurs. Une loi de 1964 nous a retiré ce droit et attribué un statut spécial. Ce statut permet à notre direction de nous sanctionner très sévèrement dans le cadre de la grève du zèle: exclusions temporaires allant de 8 jours à 3 mois, mutations disciplinaires et menaces de révocation ».

En dépit du blocage apparent, le ministre des transports a quand même reculé. En novembre, il déclarait « rien n'est négociable », le 5 décembre, des négociations se sont ouvertes...

CHÔMAGE : DISPARITÉS EUROPÉENNES

Pour la première fois depuis mars dernier, le chômage dans la Communauté européenne a de nouveau, fin octobre, franchi la barre fatidique des six millions. Encore ce chiffre ne comprend-il pas les chômeurs partiels, ni les personnes engagées dans les programmes de formation professionnelle ou de mise en travail des sans-emploi. Par rapport à l'année dernière, (octobre 1978), la Communauté ne compte guère que 47.000 chômeurs de moins. Le chômage a diminué dans quatre pays: au Danemark (- 30%), en Allemagne (- 15,5%), en Irlande (- 10%) et au Royaume-Uni (- 4,3%). Aux Pays-Bas, il est resté semblable à l'année dernière. Et il a augmenté dans quatre pays également: en Italie (+ 4%), en Belgique (+ 5,4%), en France (+ 10%) et au Luxembourg (+ 10,4%).

Les femmes paraissent de plus en plus être les victimes toutes désignées du chômage. En octobre 1978, la proportion de femmes privées d'emploi par rapport au nombre de femmes, qui travaillent était de 6,8%; en octobre dernier, il était de 7,1%. Le nombre de chômeuses européennes n'est pas loin des trois millions...

Eurofocus.

le comploteur et le notable

par F. KERFRAVAL

Les vestes électorales ont parfois du bon pour ceux qui les endossent. Depuis qu'il n'est plus maire de Rennes, Henri Fréville écrit. Il écrit sur ces années 1943-44 où il prépara dans la clandestinité les décoctions à faire prendre à une presse bretonne saisie par l'autonomisme et le provincialisme. Il écrit sur ces années 1944-45 où, éminence grise d'une presse renouvelée, il instruisit le procès d'une autre éminence, vert-de-gris celle-là, qui l'avait précédé dans les couloirs des rédactions bretonnes.

Fréville contre Fouéré : le livre se devait d'être lu. (1)

A la plume : un universitaire, un résistant, le président à la Libération du comité régional provisoire de la presse, l'ancien maire de la capitale bretonne ; parlementaire depuis 20 ans.

Sur la sellette : un fonctionnaire radié, un ancien secrétaire du Comité consultatif de Bretagne nommé par Vichy, le directeur politique pendant l'Occupation de deux quotidiens régionaux, réfugié en Irlande, plusieurs fois cité devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Le notable contre le comploteur. La France éternelle contre la Bretagne compromise. Le Bien contre le Mal. Le corps-à-corps se devait d'être passionnant.

Déception. Des dates, des contrats, des jugements. Pas d'étude critique des errements idéologiques du mouvement breton. Pas d'enthousiasme derrière les mots du résistant. Fréville démonte, dissèque et décorique. Finalement peut-être est-ce mieux ainsi car ce que montre le médecin-légiste de feu la presse bretonne de la guerre n'a rien d'une épopée. Cela tiendrait plutôt du rapport de police sur une rixe entre proxénètes guignant les dividendes de deux filles publiques qui auraient pour noms « Ouest-Eclair » et « La Dépêche de Brest ».

J'y ai vu suinter les craintes des dirigeants des journaux visés qui, pour sauvegarder les intérêts de leurs actionnaires, passent du compromis aux compromissions avec un arriviste soutenu par la Propaganda-Staffel.

J'y ai vu éclater l'ambition d'un nouveau patron qui attachait plus d'importance à son salaire et à ses frais de déplacement qu'aux idées régionalistes qu'il prétendait vouloir défendre.

Et là où certains virent un affrontement idéologique, je n'ai vu que mesquineries et manœuvres, intérêts in-



De la Bretagne rêvée...
...à la Bretagne réelle



dividuels et soif de pouvoir. Triste presse, tristes années.

Jamais l'idée bretonne ne fut si absente. Idée de liberté, on lui fit choisir le camp de l'oppression et il ne subsista d'elle que des bretonneries de circonstance imbibées du fascisme et du racisme ambiant. Triste besogne.

Jamais le peuple breton ne fut si absent. Nourri des récits des poilus de 14, on voulut lui faire croire que l'occupant nazi était devenu le protecteur de son intégrité culturelle. Il lui préféra la liberté et rejeta cette part de lui-même qui avait ainsi été souillée. Triste conséquence.

Et pourtant jamais un événement ne devint aussi présent dans les rapports passionnels que notre peuple

entretint ensuite avec ce qui reste en lui de conséquence autonome.

Le temps est venu de balayer définitivement ces complexes. Non parce qu'il faut oublier les faits, non parce qu'il faut les minimiser, mais parce que les acquis récents des luttes nous permettent de briser une absurde et dangereuse logique qui voulait que toutes les actions menées s'inscrivent, en crédit ou en débit, dans la continuité d'un conflit historique qui, depuis des siècles et plus précisément depuis 1532, opposerait la Bretagne à la France.

Il y a danger à chercher dans l'Histoire une justification à l'engagement militant. Il y a plus grand danger encore à croire à l'immanence d'une Nation dont le destin a préservé les fondements à travers les vicissitudes des siècles.

Militants abusés qui, d'attentat en attentat, de procès en procès, de comité en comité, essayez de faire surgir du tréfonds du pays un sursaut national, cessez donc de jouer aux héros ou aux martyrs d'un mythique combat et d'une mystique cause. Cassez le moule des illusions bretonnes qui, de Gwenn-ha-Du au F.L.B., ont conduit à tant de gestes insensés.

Ne parlons pas d'indépendance mais d'intendance. Ne rêvons pas d'une Nation engloutie qui ressuscitera un jour, mais défendons les travailleurs bretons tels que le temps les a forgés. Tels qu'ils sont : francisés, colonisés, écartelés. Choisissons le réel et bannissons l'utopie. Ouvrons quotidiennement à l'émergence d'un peuple qui, s'il n'eût jamais la maîtrise de son avenir, peut aujourd'hui enfin prendre sa place dans l'histoire.

Renvoyons dos-à-dos le comploteur et le notable. Ils sont le négatif et le positif d'une même société d'injustice. Fouéré et Fréville opposés ? Bretagne et France opposées ? Allons donc ! Demandez à Joseph Martray ce qu'il en pense : lui qui fut jusqu'en juin 1944 éditorialiste à la botte de Fouéré et qui plastronne maintenant au sein du parti gouvernemental, l'U.D.F., dont Fréville est un éminent ressortissant. Tristes sires.

Seule une opposition est irréductible que l'on veut camoufler sous les oripeaux de nations frelatées. C'est celle qui dresse tous les producteurs de la terre contre ceux qui les exploitent. Fussent-ils, en ce qui me concerne, Bretons ou Français.

(1) « La presse bretonne dans la tourmente » (Editions Plon).

Brèves

*Iles du Ponant:
De nouvelles mesures
tarifaires
menacent
les dernières activités
économiques*

Le transport des passagers et des marchandises vers les Iles de Molène, Ouessant et Sein vient de subir de fortes augmentations: pour les insulaires travaillant sur les Iles, l'augmentation est de 18%, pour ceux qui travaillent sur le continent la hausse représente 25% alors que ces tarifs avaient déjà augmenté de 50% en 1978. Quant aux tarifs marchandises, ils subissent en moyenne une hausse de 50%.

C'est l'existence même d'une population active sur les Iles qui est mise en cause par de telles mesures.



*Front Culturel
Progressiste Breton:
Un piège
qu'il faut dénoncer:
L'option
«Breton 2^e langue».*

Pour organiser la riposte, le Front propose diverses actions pour extraire de son ghetto l'enseignement de la langue bretonne, comme l'intervention auprès des chefs d'établissement pour faire recenser les élèves désireux de suivre les cours de breton, que les heures soient intégrées à l'emploi du temps normal des élèves et des enseignants du second degré et veiller enfin à l'ouverture réelle des cours de breton en 4^e là où elle a été prévue.



*Du sport
pour Alain Chénard.*

Alain Chénard va encore se plaindre d'avoir sur le dos les partisans de l'unité administrative de la Bretagne. Et ça fait du monde! Mais à qui la faute? Il vient de réclamer pour la deuxième fois un renforcement de FR3 «Pays de Loire»... pour la retransmission des résultats sportifs du week-end. Si la Loire-Atlantique est moins bien servie en ce domaine que les autres départements bretons, pourquoi ne demande-t-il pas plutôt qu'elles les rejoigne? Et s'il pense que les habitants de Loire Atlantique ont droit à leur histoire et à leur identité, c'est bien là, la seule façon de le prouver.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



ILLE-ET-VILAINE

Atteinte au patrimoine breton en baie du Mont St-Michel.

Sur les 3000 hectares de polders, que compte la Baie du Mont St-Michel, la moitié vient d'être cédée à des acheteurs hollandais par la société des Polders de l'Ouest. Ces terres particulièrement riches, découpées en exploitations d'une centaine d'hectares permettent de nombreuses cultures et la pratique de l'élevage de moutons.

Les fermiers qui exploitaient ces terres pour le compte de la Société des Polders craignent aujourd'hui le pire pour leur emploi, leur bail n'étant pas forcément renouvelé par les nouveaux acquéreurs.

La terre agricole bretonne se trouve une nouvelle fois pillée par les spéculations avides du régime capitaliste hexagonal.

MOR-BIHAN

Lanester: Licenciement collectif pour les 53 travailleurs de la COMEDEF.

La COMEDEF, entreprise de chaudronnerie implantée sur la zone industrielle de Lanester va fermer ses portes entraînant le chômage pour ses 53 ouvriers. Pour la moitié de ceux-ci, l'histoire est un drame: ils ont connu la chute de la SOGEMAT de Leroux et Lotz et France Elevage.

A ce jour seuls les locaux semblent intéresser une société. Les travailleurs de la COMEDEF soutenus par la CGT ne peuvent plus croire aux promesses de reclassement dans la région et s'engagent à s'opposer à l'utilisation de leurs locaux comme un vulgaire entrepot.

FINISTÈRE

Brest: Les contribuables brestois grugés par la direction des A.F.O.

Aux Ateliers Français de l'Ouest à Brest, l'année 1979, se termine sur de nombreuses interrogations. La prochaine mise en service de la 3^{ème} forme de radoub laissait espérer il y a encore quelques mois une amélioration sensible pour l'emploi dans la région. Mais aujourd'hui, il faut constater qu'aucune infrastructure n'est en place pour faire face à l'exploitation du nouvel outil de travail, pire encore aucune embauche n'a été effectuée.

Les effectifs totaux du «chantier» qui étaient de 829 en 1975 sont tombés à 680 en fin 1979. Seuls quelques cadres ont été recrutés mais pas un seul sur la région brestoïse. Or à Brest, chacun sait l'effort très important fourni par les contribuables pour payer la forme de radoub n° 3.

La direction préfère faire appel à du personnel intérimaire de Rouen, au détriment des règles de sécurité. On ne devient pas réparateur de pétroliers du jour au lendemain.

Pour le syndicat CGT des AFO quand la Direction annonce la création de 300 emplois dans les prochaines années, il s'agit en réalité d'emplois payés trois fois par les Brestois en tant que Brestois, Bretons et contribuables français.

Chronique réalisée ce mois avec la collaboration des fédérations de Brest, Trégo-Goelo, et Loire-Atlantique.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



CÔTES-DU-NORD

Guingamp: Contre le plan Guillaumat.

Sept cents personnes ont manifesté le samedi 1^{er} décembre à la gare, puis dans les rues de Guingamp, jusqu'à la sous-préfecture. Les manifestants avaient pris le train à Paimpol, Pontrieux, Carhaix, Callac, etc... et s'étaient retrouvés vers onze heures à la gare de Guingamp. Une façon originale de prouver l'utilité des lignes ferroviaires Guingamp-Paimpol et Guingamp-Carhaix, puisqu'il s'agissait de protester contre les menaces que font peser sur l'existence de ces lignes le plan Guillaumat.

La direction de la S.N.C.F. prévoit en effet de transférer sur route le trafic-voyageurs des lignes ferroviaires Guingamp-Paimpol et Guingamp-Carhaix. Les personnes qui connaissent l'état de la route qui va de Paimpol à Guingamp, par exemple, pourraient croire à une plaisanterie (d'un goût douteux...). Hélas, il n'en est rien.

Les comités de défense de lignes menacées, refusent le démantèlement du service public ferroviaire et le transfert sur route. Ils exigent le maintien du trafic-voyageurs sur ces lignes et réclament au contraire la densification des liaisons.

Tel est, en substance, le contenu de la motion qui a été remise le 1^{er} décembre au sous-préfet de Guingamp par une délégation des manifestants.

C'est l'avenir économique du Goëlo et du Centre-Bretagne qui est en jeu et 1980 sera une année décisive, une année de luttes pour ceux qui ne veulent pas laisser mourir leur pays.

Le 1^{er} décembre,
à la gare de Guingamp



Pierre Morvan

LOIRE-ATLANTIQUE

Lutte syndicale chez Pouyet.

Les établissements Pouyet dont l'activité principale est la fabrication de matériels auxiliaires de lignes téléphoniques emploient actuellement 773 salariés dont 431 à Pont-Château avec 60% de personnel féminin. La société a été absorbée en 1977 par la CGCT filiale française de ITT.

Depuis le début de l'année, fidèle à la politique du groupe, la direction commençait à mettre en place toute une série de mesures visant à remettre en cause les avantages acquis et une avancée totale. Enfin le 23 novembre, la direction annonçait aux représentants syndicaux CFDT et CGT le blocage des salaires jusqu'à la fin janvier 1980, et du chômage partiel pour l'année 1980.

Les augmentations n'ont été que de 6% dans l'année alors que l'indice INSEE dépassera les 12%.

Devant cette situation, les travailleurs ont organisé des débrayages en exigeant un rattrapage et décidé l'occupation de l'entreprise le 27 novembre. A ce jour, les «Pouyet» continuent la lutte engagée.

Brèves

Quimper: Manifestation des Assistants Sociaux.

Les assistants sociaux en formation et les professionnels du Finistère ont manifesté devant la préfecture pour marquer leur opposition au projet de réforme des études du service social devant entrer en application en 1980, réforme visant à disqualifier la profession en abaissant le niveau d'entrée (suppression de l'obligation du bac) et en appauvrissant le contenu du programme (suppression de la psychologie, la sociologie et l'économie). Une réforme destinée à renforcer le contrôle de l'Etat sur la profession.



Lycée de Lannion: Grève des personnels enseignants et non enseignants le 11 décembre.

Au cours de la journée de grève du 11 décembre, les personnels enseignants et non enseignants du lycée de Lannion ont étudié certaines priorités permettant d'assurer de meilleures conditions de travail pour les professeurs et les élèves, comme la création de postes pour la rentrée prochaine en enseignants, en agents et en surveillants.

Ils ont en outre dénoncé le redéploiement en matière d'éducation visant à adapter l'éducation aux besoins immédiats du patronat.



Pays Basque Sud: Du foot-ball pour les Ikastolas.

Le dimanche 23 décembre, s'est déroulé à St-Sébastien un match de foot-ball international Euskadi-Bulgarie au profit des Ikastolas. Il est permis de douter que cet événement ouvre bientôt les yeux de duo Giscard-Barre et permette les mêmes manifestations sportives en Euskadi-Nord.



Brest: L'amiante en question à la centrale thermique.

Cinq employés de la centrale thermique de Brest souffrent d'une maladie pulmonaire occasionnée par l'inhalation de particules d'amiante. L'intersyndicale CGT-CFDT avait déjà porté le problème devant le comité d'hygiène et de sécurité et démontré le danger résidant dans l'utilisation. Devant le mutisme d'EDF, les syndicats ont bloqué le chantier d'une nouvelle centrale pour obtenir la suppression totale de l'amiante dans l'isolation.

« Bretons, à vous de parler! »

QUESTIONNAIRE

1. Votre situation vous semble-t-elle :

2. Qu'est-ce qui vous semble satisfaisant ?

3. Qu'est-ce qui vous semble critiquable ?

4. La situation de la Bretagne est-elle différente de celle des autres régions ?

5. Les Bretons doivent-ils s'attendre à un avenir meilleur ?

6. Quel serait le ou les changements les plus importants à réaliser dans notre région ?

7. Les réponses sont à adresser : Jacques DEBOS, U.D.B., B.P. 304, BREST CEDEX.

8. Je souhaite recevoir gratuitement pendant 3 mois :

9. Je souhaite obtenir les résultats de cette enquête. En devra me les envoyer à l'adresse suivante :

10. Je souhaite recevoir gratuitement pendant 3 mois :

11. Le Peuple Breton ou Pobl Breizh

Il a vingt-trois ans, il travaille à la chaîne dans une entreprise de St-Brieuc. Ce qu'il veut une révision de ses conditions de travail et des industries en Bretagne pour ses copains qui sont au chômage.

Elle est femme, elle est seule et elle a deux enfants. Elle voudrait une politique pour la promotion de la femme: elle ne veut pas être assistée, elle veut qu'on l'aide à assumer ses responsabilités.

Elle est mère de famille. Elle veut que ses enfants aient du travail et puissent apprendre le breton à l'école.

Il est lycéen, il a dix-huit ans. Il a peur du chômage. Il veut des usines en Bretagne pour donner du travail aux jeunes, tout en respectant l'environnement.

Il est pêcheur à Concarneau et se révolte contre l'abandon de la pêche bretonne par le gouvernement et critique vivement le marché commun.

Il est paysan dans la région de Morlaix. Il se plaint de l'augmentation incessante des aliments pour animaux, du matériel, des terres... alors que les revenus stagnent. Il demande que les prix à la production soient

indexés sur l'augmentation du prix des engrais et du matériel.

Voilà donc quelques exemples bien rapidement résumés des réponses que les travailleurs bretons donnent aux militants de l'U.D.B. lorsque ceux-ci vont les voir chez eux pour discuter de leurs problèmes.

Déjà des centaines de questionnaires ont été remplis. Des centaines de familles, de jeunes de personnes du troisième âge ont pu parler de leurs problèmes aux militants de l'U.D.B.

« Nos camarades sont généralement bien accueillis, car la démarche, originale intéresse les personnes visitées.

Nous ne sommes pas là comme certains pour « vendre notre soupe » ou invectiver le petit camarade d'à côté. A l'U.D.B., nous avons autre chose à faire qu'à nous lancer des insultes à la figure comme certains clowns tristes, le soir à la télévision. Nous voulons connaître la réalité du peuple breton, et pour cela, il n'est qu'un moyen: dialoguer avec lui.

Nous ne cherchons pas, dans un but électoraliste, à rallier les suffrages. Nous ne prétendons pas avoir le monopole de la vérité, elle est là, diffuse, dans ces milliers d'interrogatoires, et de cris de révolte contenus dans ces questionnaires ».

Le chômage, celui des jeunes et des femmes en particulier, revient comme une litanie obsédante. Tout le monde est touché, même ceux qui ont « une bonne situation ». Tel officier de marine de Lorient s'estime satisfait de sa situation personnelle, mais il reconnaît qu'il ne voudrait pas être jeune aujourd'hui. Tel autre, ancien militaire lui aussi, estime que la France va au devant de graves bouleversements si elle reste aussi hypercentralisée qu'aujourd'hui et qu'on ne répond pas aux aspirations populaires en multipliant les casernes et les centrales nucléaires sur des terres dont on a exproprié les habitants.

Dans quelques mois, nous serons en mesure de diffuser les résultats complets de notre campagne. Mais d'ores et déjà nous pouvons en toute modestie, être satisfaits.

Nous avons tapé juste en donnant, à notre mesure, la parole aux travailleurs bretons. Car, cette parole, la grand presse, la radio et la télévision, l'ont confisquée à leur seul profit. Je ne crois pas m'avancer beaucoup en disant que ce sera désormais l'un des grands buts de l'U.D.B.: rendre la parole au peuple breton pour que s'exerce enfin une véritable démocratie.

Jacques Debos.

DEIZIATAER 1980

« Skol an Emsav » a publié son désormais traditionnel Agenda. 12F à « Skol an Emsav » 4, straed s. vazhe KEMPER

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197...

Adresser ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

POUR LES SAHARAOUI

La fédération de Paris de l'UDB organise une collecte en faveur des populations civiles de la République Arabe Saharaoui démocratique.

La solidarité des Bretons de la région parisienne peut se manifester de deux manières:

Chaussures, vêtements, argent: en les confiant à un militant UDB de votre connaissance ou à Patrick Bernauda, 27 rue d'Helsinki 93000 Bobigny, Tél. 847.83.85

Chèques: Les faire parvenir à Patrick Bernauda, libellés au nom de Fédération de Paris de l'UDB en précisant: « Solidarité RASD »

Nous avons appris la mort accidentelle de notre camarade Gwenola Abiven, de St-Thegon-nec. L'équipe du peuple breton prie Yvon Abiven et ses enfants de trouver ici l'expression de sa sympathie.



Managua, 19 juillet 79 :
Les premières colonnes sandinistes
entrent dans la capitale du
Nicaragua.

1979 : VIVE LA RÉVOLUTION

FAUT-IL avoir un penchant particulièrement poussé vers le paradoxe pour résumer l'année 1979 par ce slogan ? Ne faut-il pas tordre terriblement les faits pour faire de cette année une grande date dans l'histoire de la libération des peuples ? A moins que ce ne soit la « Presse » (la grande, pas celle-ci) qui ne torde les faits dans le sens qui l'arrange, dans le sens conforme aux puissances d'argent qui la soutiennent.

Ce n'est pas sur le plan français certes que le bilan de l'année est réconfortant (je dis bien sur le plan français) ; en Bretagne, l'année fut une étape intéressante dans la prise de conscience avec le succès UDB aux cantonales) : la gauche française n'est pas renée de ses cendres, après la flambée

de 1978, le terme même de gauche semblant s'étioler et désigner un ensemble de plus en plus nettement hétéroclite, qui ne donne aucune confiance, qui n'implique aucune perspective, et le militant a bien du mal à se représenter l'horizon 81 comme celui de l'espoir.

Ce n'est pas non plus la révolution iranienne (pleins feux sur le pétrole et les ayatollahs, à grands coups de caméras et d'envoyés spéciaux) et ses tribulations qui peuvent provoquer l'adhésion spontanée et enthousiaste de l'observateur progressiste. On ne me fera pas pleurer sur le Shah, même pas sur les otages américains ; l'impérialisme a perdu du terrain et c'est l'essentiel ; mais je m'interrogerai sur les Kurdes et j'aurai du

mal à admettre que l'obscurantisme religieux puisse aider à libérer un peuple. Quant au Sud-Est asiatique, qui n'a pas été négligé non plus par l'information bourgeoise — et pour cause ! — l'idéalisme communiste y a pris un sacré coup, quel que soit le parti qu'on ait pris en cette affaire.

Tous ces faits ont été soulignés, majuscules, cinq-colonnes-à-la-unés, décortiqués, et amplifiés. Parce qu'ils tranquillisent l'opinion bourgeoise libérale bien pesante, parce qu'ils permettent d'être de droite en étant humanitaire : formidable caution qui n'existait pas au moment de la guerre du



En novembre 1978, le commandant Cero, Eden Pastora, prépare dans le maquis son offensive contre le régime Somoza.

→ Vietnam, du procès de Bourges ou du coup d'état de Pinochet. Parce qu'ils déstabilisent la conviction des militants de gauche et qu'ils les divisent.

Autre chose

Or il s'est passé autre chose. Il y a eu en Amérique Latine une formidable secousse dont on est loin d'avoir vu toutes les conséquences. Au Nicaragua un peuple uni, armé s'est débarrassé d'une clique gouvernementale pourtant puissamment organisée, riche d'argent, de force militaire et d'appui extérieur. Cette révolution populaire a été prise en considération par la grande information tant que le côté spectaculaire, insolite, l'emportait, tant que les faits de guerre civile permettaient les reportages croustillants. Maintenant que le Front Sandiniste de Libération Nationale l'a emporté, rideau! La révolution du Nicaragua est rangée au musée folklorique des révolutions sud-américaines.

Et pourtant! la portée de ces événements est considérable. Certes, une population de 2,4 millions d'habitants (c'est bien moins qu'en Bretagne) qui renverse un régime politique pourri, ce n'est pas un bouleversement de l'ordre mondial, ce n'est pas un basculement de l'Amérique Latine. Mais c'est une démonstration formidable: paradoxalement, la petite taille porte plus d'espoir peut-être; un petit peuple, éloigné de moins de 2000 km (à vol d'oiseau...) de la puissance américaine, dans la chasse gardée de l'impérialisme yankee, lequel est particulièrement averti en matière de révolution populaire dans la région depuis celle de Cuba, un petit peuple qui prend en main délibérément son destin, s'affranchit de la domination extérieure, et affirme construire enfin une nation sur son territoire, c'est fantastique.

Mais les révolutionnaires du Nicaragua nous donnent bien d'autres leçons encore, et du plus grand intérêt, si nous observons leur lutte dans le détail. La première de ces leçons est la patience, car cette révolution n'est pas un quelconque soulèvement

spontané à la sauce gauchiste. Depuis quand luttent les nationalistes nicaraguayens? Depuis l'été 1977, date du début de l'enchaînement des faits qui ont conduit à la victoire? Depuis 1961, date de la création du F.S.L.N.? Depuis 1927, date du début de l'insurrection d'Augusto César Sandino? Ou depuis 1821, date de l'indépendance officielle du Nicaragua (officielle seulement car la domination étrangère ne s'est jamais relâchée)? Totalemment, défait en 1934, le mouvement national ne renaît qu'en 1956; échec en 1963, échec en 1966, échec en 1970, on croit à son extinction à la fin de 1976 et il gagne en 1979: «La route de la victoire est pavée de défaites» (R. Luxembourg). Voilà qui permet d'apprécier à leur juste valeur les analyses hâtives qui font d'une difficulté momentanée un échec définitif. Nul ne peut prévoir avec certitude à quel moment le changement radical peut intervenir, mais la tâche de ceux qui veulent obstinément ce changement est de faire en sorte d'être prêts pour ce moment.

La deuxième leçon est la réalisation de l'unité. Elle vaut peut-être surtout pour les révolutionnaires sud-américains plus aptes à se diviser et à se subdiviser qu'à se réunir. Mais elle vaut en fait partout. La réunion effective des différentes tendances du F.S.L.N. ne s'est faite que le 7 mars 1979, précédant donc la prise de pouvoir de sept mois, l'unité se renforçant constamment avant et après. N'est-ce pas là un objet important de réflexion pour les puristes de la théorie? Ainsi Daniel Ortega, Thomas Borge et Jaime Wheelock (est-ce bien utile ou d'ailleurs exact de dégager des noms dans un processus qui fut si éminemment collectif?) ont su se regrouper autour de la volonté de vaincre plutôt que s'écarter sur la façon de vaincre, parce qu'ils ont compris que les faits et le peuple leur imposaient cette attitude: «Il nous a fallu beaucoup étudier pour devenir pragmatiques» remarque Jaime Wheelock. Voilà encore une phrase à méditer, surtout venant d'un écrivain et d'un sociologue qui aurait pu être plus tenté par l'ésotérisme de la théorie.

La troisième leçon est celle de la mobilisation populaire. Car bien loin de pousser à l'aventure, l'expérience des

Sandinistes confirme l'idée fondamentale qu'avec le peuple tout est possible et que sans lui, rien ne l'est. L'analyse de Régis Debray (dans le «Monde Diplomatique» de septembre 1979) montre de façon irréfutable comment le renversement de Somoza a été le résultat de la levée de tout un peuple. Car si Somoza pouvait encore gagner sur le plan militaire, il ne le pouvait plus sur le plan politique, à moins d'aller jusqu'à liquider tous ses sujets, ce qui est évidemment absurde, même pour un dictateur aussi sordide que celui-là, car pour gouverner, il faut d'abord gouverner quelqu'un. En l'absence absolue de tout soutien populaire pour le régime Somoza, du moment où les Sandinistes ont su se l'assurer, le basculement était inévitable. A ce niveau la spontanéité joue un rôle, mais elle ne l'aurait pas fait sans la direction unitaire de la lutte, résultat d'une volonté de vaincre patiemment forgée au cours des années et même des décennies précédentes. Les trois choses sont liées.

Un croissant rouge...

A cause de tout cela, plus qu'à cause de la volonté de telle ou telle tendance, la révolution nicaraguayenne est socialiste; elle ne peut être autre chose. Les forces impérialistes mondiales ne s'y sont pas trompées. Ça se voit au plan de l'information (l'évolution actuelle du régime est complètement occultée). Ça se voit aussi au plan de l'aide apportée à la reconstruction économique du Nicaragua: le Fonds Monétaire International accorde généreusement au nouveau régime 17 millions de D.T.S. (1), alors qu'il avait accordé à l'ancien régime 34 millions de D.T.S. évidemment annulés par le nouveau prêt, plus petit. Cette révolution aura donc bien du mal à se concrétiser sur le plan du développement économique. Elle n'en ouvre pas moins des perspectives importantes. Dans les Caraïbes se complète avec Cuba, avec les pays socialisants de la Jamaïque et de Guyana, un croissant rouge qui au simple point de vue de la stratégie militaire pose problème aux U.S.A. En Amérique centrale, le sandinisme semble faire école, au moins à El Salvador (4,3 millions d'habitants), peut-être au Costa-Rica et au Guatemala. Un peu partout dans le monde la domination impérialiste par dictateur interposé (avec famille régnante) semble en retrait: n'a-t-on pas vu aussi cette même année la chute d'Amin Dada, Macias Nguema et Bokassa, et l'échec total d'un coup d'état militaire en Bolivie? Certes, Pinochet et Videla n'ont pas bougé et les départs cités ne traduisent en fait qu'un changement de tactique de l'impérialisme, mais ce changement de tactique pourrait bien signifier un recul.

Ce n'est pas totalement gagné encore au Nicaragua, mais leur révolution est tellement authentique qu'ils ne laissent pas d'autres issues à l'impérialisme qu'une attaque militaire en force pour réduire de nouveau le peuple à une sujétion totale, chose difficilement possible dans le contexte diplomatique mondial actuel; le peuple nicaraguayen serait-il défait d'ailleurs, que cette défaite ne serait pas plus définitive que les autres. De toutes façons, d'ores et déjà, ils ont fait une formidable démonstration et un jour aussi cette phrase aura sa traduction bretonne:

EL PUEBLO UNIDO
JAMAS SERA VENCIDO.

Laurent Le Page.

(1) Droits de Tirage Spéciaux: monnaie de compte du FMI.

Liban : ce qui est en jeu

A qui pourrait-on encore faire croire que ce qui se passe au Liban depuis près de 4 ans est une guerre de religion? A qui faire croire que c'est la faute aux Palestiniens? «**La guerre du Liban aurait éclaté de toute façon, même sans les Palestiniens**», écrivait le grand patriote libanais Kamal Joumblatt peu avant son assassinat en mars 1977. Il avait deux fois raison. Les vrais motifs de cette guerre, on les trouve d'abord à l'intérieur du Liban, et aussi dans la situation générale au Moyen-Orient, où l'impérialisme poursuit ses grandes manœuvres. Néanmoins, il est trop sommaire d'utiliser à propos du Liban des formules telles que «complot sioniste» ou «agression impérialiste» sans s'efforcer d'aller au fond des choses.

Ce qu'on a appelé guerre de religion, quelle en est l'origine? D'où vient le Liban? Du temps de la longue domination turque, les Musulmans y sont incontestablement mieux traités que les autres. Par la suite, l'entrée du capital européen, britannique et français va favoriser les chrétiens et les féodaux musulmans, annonçant ce que le Parti communiste libanais appellera plus tard une «lutte de classe avec implications confessionnelles».

C'est une classe, aux limites se superposant grosso modo à celles de la communauté maronite qui, dès lors va jouer au Liban le rôle de commissionnaire du capital occidental, avec d'autant plus de facilité que la constitution de 1926, sous mandat français va bâtir un Liban, où les chrétiens maronites auront tous les leviers de commande de l'économie (banques, entreprises, terres, écoles, etc...) et la direction politique du pays, grâce à un parlement élu à la «proportionnelle confessionnelle» sur la base d'un recensement truqué et de toutes façons périmé depuis longtemps, puisqu'à l'heure actuelle, il y a au Liban, non compris naturellement les Palestiniens, 60% de Musulmans (dont 28% de Chiites, 27% de Sunnites, 7% de Druzes) et 40% de Chrétiens (23% de Maronites, 7% de Grecs orthodoxes, 5% de Grecs Catholiques, 5% d'Arméniens; pourtant le système est resté le même: la majorité des députés est chrétienne (à forte dominante maronite), le Président de la République (de Khoury à Sarkis en passant par Fouad Chehab, Helou et Frangié) est toujours Maronite, tandis que le Premier ministre est Sunnite et le Président de l'Assemblée Chiite. Pour faire bonne mesure, on évite de compter parmi la population libanaise quelques dizaines de milliers de Musulmans de l'Arkoub et de la Bekaa, afin de ne pas mettre en péril l'«équilibre» favorable aux Maronites, maîtres de la politique et des affaires du pays.

«La faute aux Palestiniens»

Seulement voilà, le Liban s'industrialise, peu et superficiellement,

mais assez pour favoriser l'éclosion et le développement d'une classe ouvrière, l'écart se creuse entre une minorité de possédants habitués à confondre les affaires de l'Etat et leurs affaires privées, à s'enrichir à coups de spéculations financières, de trafics en tout genre, d'import-export, et une majorité, musulmane et aussi chrétienne, une majorité de travailleurs, de paysans prisonniers des plus diverses féodalités, une masse de gens dont le pouvoir d'achat va être littéralement dévoré par l'inflation.

Au fil des années, les forces progressistes du Liban s'affirment, la crise leur permet de trouver une cohésion, et une autre donnée essentielle sera bientôt un catalyseur et un révélateur: le problème des Palestiniens. Ce sont eux qui permettront de dissiper toutes les ambiguïtés, ce sont eux qui serviront pour tous les régimes arabes, de véritable révélateur. Des Palestiniens, on a voulu faire les boucs émissaires. Le Liban va mal?, la paysannerie s'appauvrit?, les classes moyennes perdent leur standing?, le Liban n'est plus la Suisse du Moyen-Orient? la faute à qui?, la faute aux Palestiniens bien sûr. La manœuvre des forces de droite est claire, on prépare au Liban le coup du «septembre noir» d'Amman. Or, pour les Palestiniens, la plaie est restée vive, et s'il est un domaine dont ils ne se mêlent pas, c'est bien les affaires politiques intérieures du Liban. Qu'à cela ne tienne, on recourra donc à la provocation. Si le Liban est engagé dans le conflit du Proche-Orient, c'est la faute aux Palestiniens, la preuve: les bombardements israéliens sur le Sud, les raids sur Tyr et sur Beyrouth! Mais toutes ces manœuvres seront mises en échec grâce à des forces progressistes organisées, telles que le parti communiste, le parti socialiste progressiste de Kamal Joumblatt, les «Mourabitoun» nassériens, aussi les syndicats.

Le Peuple Breton/Yvon Béguvin



1^{er} mai 79 à Beyrouth : les «joumblattistes» dans la rue.

Un double-plan

Les travailleurs libanais comprennent dans leur grande majorité ce qui est en jeu, ils travaillent avec les Palestiniens, ils ont appris à les comprendre. Plus l'agression prendra de l'ampleur, plus étroite sera l'union avec eux. En février 1975, le mécontentement populaire a provoqué grèves et manifestations contre les établissements de pêche Proteine dont le propriétaire est Camille Chamoun, ancien Président de la République, enrichi par ses hautes fonctions; l'armée intervient à Saïda contre les manifestants, au nombre desquels figurent de nombreux travailleurs palestiniens. Le maire de la ville, tombé ce jour-là, sera enseveli dans le drapeau palestinien. A présent, et depuis quatre ans, Palestiniens et Libanais subissent ensemble les bombardements, le chômage, la crise du logement ou la misère.

Le «coup d'envoi» d'une guerre jugée par beaucoup inévitable de toutes façons, même sans le «facteur» palestinien, est donné le 13 avril 1975. Les Fascistes des Phalanges de Pierre Gemayel, pharmacien de 70 ans, «Cheikh» de la montagne de Bickfaya, qui ne refuse pas qu'on lui accorde le qualificatif de fasciste, attaquent à Ain-El-Remmaneh un autobus rempli de Palestiniens et de Libanais musulmans. C'est le massacre et c'est le début des hostilités, dont on verra clairement qu'elles s'inscrivent sur un double plan:

— plan libanais, avec la volonté des puissances d'argent de conserver par le système confessionnel leur main-mise sur le pays;

— plan général de la lutte au Moyen-Orient avec les premiers signes du complot impérialiste tous azimuts des USA et de leur représentant Israël, qui ont choisi de s'attaquer aux maillons

Côté phalangiste :
les « Happy-Few »
du yachting-club
de Jounieh.



Le Peuple Breton/Yvon Béguvin

faibles de la chaîne de résistance arabe. Sadate s'apprête déjà à aller faire pénitence à Jérusalem. La Jordanie n'est pas un adversaire sérieux restent le Liban et la Syrie. Au Liban, il faut pouvoir éliminer les Palestiniens de leur dernier sanctuaire, maintenir un Etat capitaliste fantoche à qui, le moment venu, on pourra faire signer tout ce qu'on voudra, même au prix d'une partition qui laisserait un Liban confessionnel pro-impérialiste, comme un pistolet braqué dans le dos de la Syrie, les progressistes libanais et palestiniens étant alors pris en tenaille entre ce Liban croupion et Israël, lequel se trouverait alors dans une position idéale pour liquider rapidement tout foyer de résistance.

La Syrie dans le piège

Malheureusement, pour ces apprentis-sorcières, les choses ne tourneront pas comme prévu. Les fascistes de Gemayel et Chamoun sont battus, le Président Frangie (anti-Gemayel et pro-Syrien), qui s'obstine au pouvoir est chassé de son palais à coups de canon, bientôt les forces réactionnaires divisionnaires battent en retraite de tous côtés vers le réduit de Jounieh, la victoire des progressistes ne fait plus de doute, elle va être totale, c'est alors que la Syrie finit par tomber dans le piège qui lui est tendu, et intervient militairement contre les progressistes, pour, affirme le Président Assad :

- mettre un terme à la « lutte confessionnelle fratricide »
- empêcher la partition du Liban
- éviter que la droite chrétienne ne se jette dans les bras des sionistes.

Or, il faut bien constater qu'aucun des objectifs de ce plan n'a été atteint, au contraire. De surcroît, la Syrie se trouve aujourd'hui avec 30 à 40.000 soldats bloqués au Liban, notamment dans le cadre de la F.A.D. (Force Arabe de dissuasion), embourbés dans le maintien de l'ordre et de la « drôle de guerre », contre les fascistes qui avaient cru pouvoir en 1976, tout se permettre avec eux. Aujourd'hui, après les affrontements de 1978, entre miliciens chrétiens et artillerie syrienne, les fascistes ont ouvertement partie liée avec Israël. On ne s'en cache même plus. Sur les quais de Jounieh, « poumon et cœur » du « Liban chrétien », les caisses d'armes et de munitions s'empilent. D'un coup de peinture, on efface à la hâte ici et là l'inscription en hébreu. Les chars Sherman, les auto-mitrailleuses débarquent sans désespérer. Israël aujourd'hui intervient directement dans les affaires libanaises, l'Etat sioniste étant désormais aux Phalangistes ce que les USA sont à Israël. Au Sud, naturellement, c'est encore pire. La sécession du « commandant » Saad Haddad, installé sur une bande de territoire, collée à Israël, de 8 km de large et de 50 km de long, avec en

particulier, les villes de Bent-Jbeil et Marjayoun, est en réalité une manœuvre israélienne. Tout ce territoire est déjà administré directement par Israël dont Haddad n'est que la marionnette. Face à eux, la FINUL, force intérimaire des Nations-Unies au Liban, dont l'attitude jusqu'à présent a été de complicité tacite avec les agresseurs et les séparatistes ; derrière, les Palestiniens et les progressistes, derrière encore, jusqu'au terminal pétrolier de Saïda, les Syriens.

Un « deuxième sionisme »

Ce qui se passe au Liban est décisif, non seulement pour l'avenir de ce pays, mais pour tout le Moyen-Orient. Si les plans impérialistes réussissent, quelle sera l'attitude d'un certain nombre de régimes arabes, contraints aujourd'hui pour leur survie même d'adopter une attitude de soutien à la cause palestinienne et, plus ou moins, aux forces progressistes libanaises ? Ce qui menace le Liban, c'est la création d'un second Etat d'Israël, le confessionnalisme et le racisme défendus par Tel-Aviv au Liban offrant du même coup un semblant de légitimité à l'Etat hébreu, lui-même, basé sur la religion, la discrimination, la conquête.

Dans la situation actuelle de chaos au Liban, la classe ouvrière a eu bien du mérite à garder sa lucidité, malgré les répercussions économiques désastreuses de la guerre sur l'emploi, les investissements, le pouvoir d'achat et



Devant l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth.

les conditions de travail, cela dans les deux camps bien sûr.

La classe moyenne ébranlée

A l'institut de recherches et de consultations statistiques et économiques de Beyrouth, les chiffres qu'on me présente, et dont le gouvernement Sarkis-El Hoss a bien dû reconnaître l'exactitude, sont éloquents:

Entre 1975, et la fin de 1978, les prix ont augmenté de 98,5%. Les salaires n'ont dans le même temps augmenté que de 39%, puis en mars dernier de 20 à 22%. Le pouvoir d'achat du salaire minimum (525 livres actuellement) est inférieur à la fin de 1978 à celui de 1966.

D'autres chiffres sont impressionnants et permettent de comprendre encore mieux ce qui se passe. 75% des entreprises de plus de 10 ouvriers appartiennent à des Chrétiens, plus le nombre d'ouvriers augmente, plus le nombre de patrons chrétiens s'accroît, la suprématie chrétienne et, avant tout, maronite, étant particulièrement nette dans les industries complexes à forte plus value. D'un autre côté, il faut remarquer que 45% des 6000 ouvriers de ce secteur sont aussi des chrétiens.

Fruits de l'exploitation de la classe ouvrière libanaise, les profits réalisés par les patrons ont servi pour une bonne part à financer les fascistes, pour qui

l'argent n'a jamais eu d'odeur, qu'il vienne d'Israël ou des roitelets réactionnaires arabes, qu'il vienne des «pétroliers» de Riyad ou des «lobbies» maronites des USA, du Mexique ou du Brésil.

Un pays d'échange, de passage, de transferts et de trafics comme l'a longtemps été le Liban ne pouvait accoucher que d'une classe moyenne pléthorique. C'est elle que la délégation du niveau de vie, l'inflation, la spéculation foncière, a touché le plus sévèrement. Mais si l'affaiblissement des liens entre le grand capital libanais et les couches moyennes se distend, il a deux résultats contradictoires: l'un étant de jeter les bases d'une large et indispensable alliance des ouvriers, des cadres, de la petite bourgeoisie, l'autre dans le secteur chrétien, où les grèves seront parmi les plus dures, de jeter une bonne part de ces couches moyennes en voie de paupérisation dans les bras d'un fascisme au discours sur mesures: c'est la faute aux ouvriers, donc la faute aux arabes, donc la faute aux musulmans, donc la faute aux Palestiniens. Selon un scénario bien connu, ce sont des représentants de ces classes moyennes qui forment aujourd'hui le gros de la troupe des Kataëb (Phalanges).

Une économie en lambeaux

Sur le plan économique, le Liban va à la catastrophe. La guerre s'est traduite

par un effondrement des conditions de vie de tous les travailleurs. Le pays tourne à 60% de son activité économique, le chômage touche 20% de la main-d'œuvre, près de 200.000 personnes, pour la plupart diplômées, ont quitté le pays, la dilution du pouvoir d'Etat a favorisé une spéculation foncière fantastique: le prix des terrains a doublé en quelques mois, il a plus que sextuplé en 5 ans. La livre a, certes tenu le coup sur les marchés internationaux, mais à l'intérieur du pays, le pouvoir d'achat s'est divisé par deux. Les dépôts bancaires, encouragés par la bonne tenue internationale de la livre libanaise, augmentent: mais pétro-dollars, placements des Libanais de l'étranger et des «cerveaux-libanais du Golfe» se transforment moins en investissements productifs pour le pays, qu'en aides aux divers protagonistes du conflit et en premier lieu, aux fascistes.

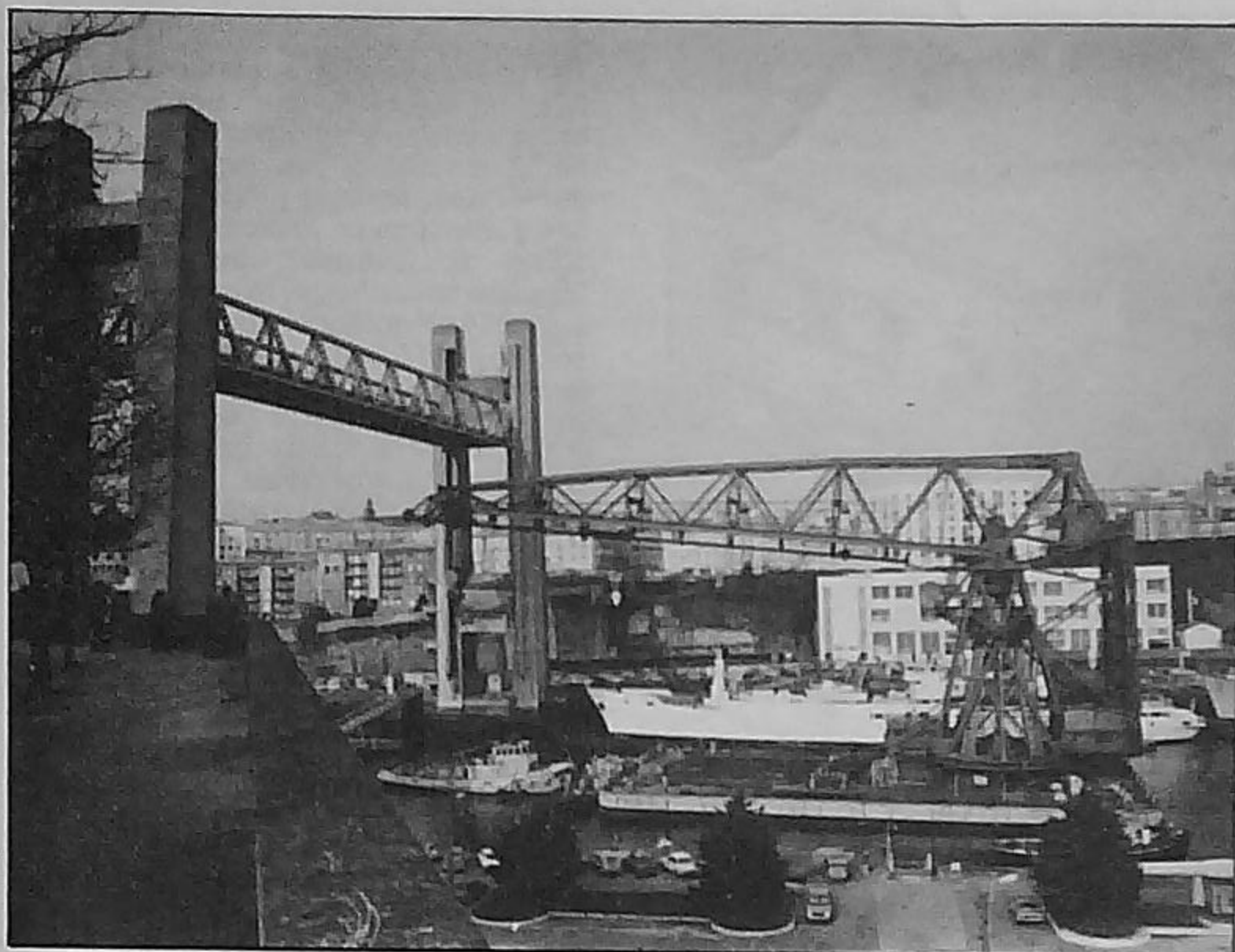
Tous les projets économiques d'importance sont suspendus, tous les compléments d'infrastructures nécessaires, sont abandonnés. En plus du chômage, il y a blocage d'une main-d'œuvre qui a perdu sa mobilité sauf quant il s'agit, hélas, de fuir devant l'agression fasciste et sioniste du Sud. Rares sont aujourd'hui les travailleurs qui se hasardent à passer d'un secteur à l'autre, et on peut dire que les sécessionnaires ont atteint une partie de leur but, puisque désormais, la moindre initiative économique au Liban tient compte de la partition de facto. Et il faut bien se rendre compte qu'un demi-Liban «chrétien» relié à Israël ne pourra plus avoir ses rapports antérieurs avec l'Hinterland arabe. D'un côté, manque d'infrastructure industrielle, de l'autre, pléthore d'ouvriers, c'est aussi cela le drame libanais.

De plus en plus, en l'absence d'Etat représentatif des intérêts de la population, les Libanais se transforment en consommateurs, la débrouillardise et le fatalisme dominant. Des chiffres qui en disent long à qui sait les interpréter: en 1978, l'afflux extérieur de liquidités s'est élevé à 3 milliards de livres, pour un PNB de 8 milliards. C'est le Président de l'Association des Banques libanaises lui-même qui l'affirme.

«Laissez-nous vivre en paix»

Antoine Bechara dirige le syndicat des travailleurs du port de Beyrouth qui se trouve en secteur fasciste. «C'est un peu inconfortable, dit-il, parce que, de l'autre côté, on me fait une réputation de réactionnaire et qu'ici les phalangistes me regardent de travers, me soupçonnant d'avoir partie liée avec les communistes». Ici, en secteur «chrétien», 60% des ouvriers du port sont des musulmans. «Moi, je suis Maronite. Mais les uns et les autres, nous sommes Libanais et la religion ça ne compte pas, quand on fait du syndicalisme». Que pensent ces travailleurs des ports et des docks? «Les ouvriers en ont assez; ils disent: «laissez-nous vivre en paix» et comme il n'y a pas de vraie paix, le travail manque, les entreprises ne rouvrent pas, l'émigration s'accroît».

Yvon LE ROUX



L'existence des arsenaux en Bretagne pose à la gauche une question à laquelle elle n'aime pas répondre: peut-on à la fois condamner la fabrication de matériel militaire et défendre les travailleurs qui en vivent? On a rarement tenté de dépasser cette contradiction...

Une enclave économique

A Brest, actuellement, un salarié de l'industrie sur trois travaille à la DCAN, l'appellation officielle de l'Arsenal. Encore la population des «ouvriers du port» est-elle en diminution, le personnel partant à la retraite n'étant que partiellement remplacé: 7050 ouvriers à la DCAN en 1975, 6800 en 1978. En plus, les effectifs des entreprises privées travaillant pour l'arsenal (les «précaires» selon l'expression terriblement imagée que l'on emploie) sont passés de 1600 à 1300. L'abandon du plan naval, le «plan bleu» de 1971, qui prévoyait la construction jusqu'en 1985 d'un nombre important de bâtiments militaires de surface, et son remplacement par la nouvelle loi de programmation de la défense ont accéléré le mouvement: priorité au nucléaire. Ce sont les faits: on peut être hostile à la militarisation et les constater, comme on peut constater la volonté actuelle de se rapprocher d'un type de protection européenne, sous l'égide américaine de l'OTAN.

Ce qu'on peut constater aussi, c'est que si on laisse mourir l'Arsenal, c'est toute la région brestoise, qui sera à l'agonie. Handicap pour le développement de l'économie locale — pour un développement réel, il s'entend, et non pour une économie de sous-traitance — l'Arsenal est en même temps la garantie du maintien d'une activité industrielle lourde dans la région.

Une privatisation accrue

Aujourd'hui, les secteurs de fabrication les plus rentables sont confiés, en sous-traitance, à des entreprises privées dont les bénéfices sont particulièrement juteux.

Dans le même temps, coexistent à l'Arsenal des ouvriers «sous régie» et d'autres appartenant à ces entreprises et qui devraient, en bonne logique, avoir leur place dans l'établissement public comme travailleurs de l'Etat. La situation actuelle favorise l'éparpillement de la classe ouvrière et freine l'impact des luttes de tous les travailleurs concernés par l'Arsenal.

Tous coincés

En réalité, civils et militaires coexistent mal, à Brest, en dépit des marques extérieures de collaboration. L'actuel port de commerce, coincé à l'Est par l'Elorn et à l'Ouest par l'Arsenal, ne peut se développer qu'en gagnant des terrains sur la mer, au sud-est. En face, c'est l'Île Longue et ses porteurs nucléaires... Voilà donc la rade, l'un des sites les plus accessibles du littoral européen, sans problème de cheval ni de marée bridée par une règle qui y soumet la circulation des navires aux «nécessités» militaires.

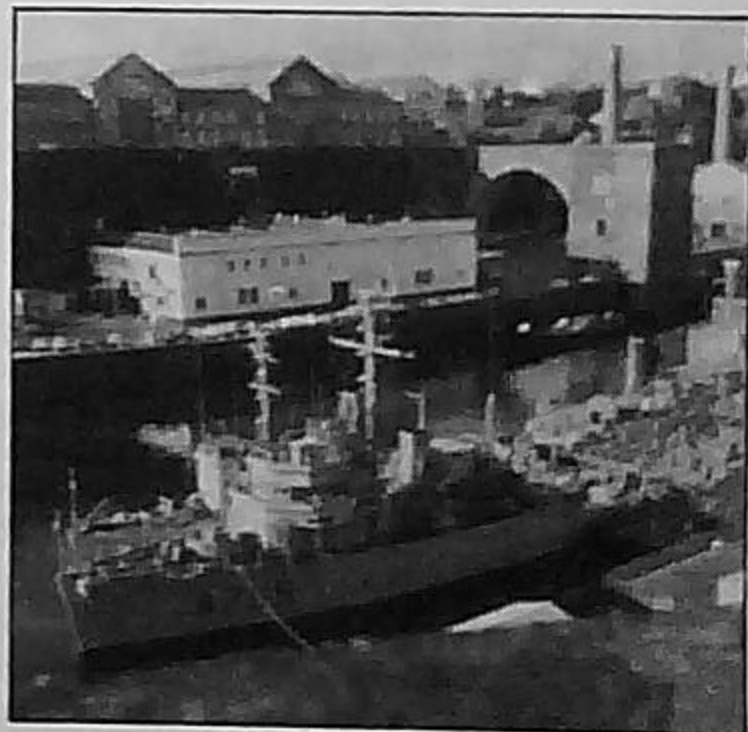
Quant à l'avenir de l'Arsenal, il est loin d'être clair: Se crispier sur sa vocation uniquement militaire, n'est-ce pas se voiler la face et se condamner à l'éternelle contradiction? Il s'agit ici, même en période de crise, de faire preuve d'imagination: voilà un potentiel de valeurs, mais sous-utilisé, un personnel compétent et un outillage souvent moderne. On le laisse pourrir: le parc des machines outils n'est utilisé qu'à 50%! Le potentiel d'étude et de recherche est en sommeil, le potentiel technique de fabrication est gaspillé. Un gâchis dont on ne peut accepter qu'il aboutisse à des pertes d'emplois!

L'industrie lourde en Bretagne est une espèce trop rare pour qu'on la néglige, on la

Brest :

QUEL AVENIR POUR L'ARSENAL?

militarise à outrance. Une progressive reconversion positive est possible: le dire passe souvent à Brest pour sacrilège, et pourtant... l'Arsenal a déjà construit des paquebots, plus récemment des car-ferries pour British-Railways. Il peut actuellement construire des portes-écluses, des docks flottants, des plate-formes de forage, des navires anti-pollutions, des remorqueurs. Et même le France! A-t-on seulement songé à poser la question?



Quant au potentiel de recherche, qui songe à l'adapter aux préoccupations actuelles? Il a pourtant d'autres possibilités que de fournir les administrations en retraités présentant bien...

La lutte des travailleurs de l'Arsenal ne date pas d'aujourd'hui (on lira dans ce numéro une évocation de la grève sanglante d'août 35). Elle doit s'articuler sur la défense de l'outil de travail et la préservation d'un potentiel qui peut être décisif pour la Bretagne à venir.

Enquête de la Fédération de Brest de l'UDB.

Brest, août 1935 : l'arsenal en grève...

Brest 1935... une ville militaire et vivante de l'armée : à l'Arsenal travaillent 6000 ouvriers sur les 8000 ouvriers que compte la ville. Les deux mille restants se répartissent entre quelques grosses entreprises et surtout le bâtiment et le port de commerce. La ville, longtemps enserrée dans ses enceintes, se dégage de son corset et s'étend au-delà des premières fortifications. Pourtant, les quartiers témoignent du vieux Brest de Keravel, aux ruelles étroites, «aux ordures sur le pavé, les linges aux fenêtres» (1), à Recouvrance, quartiers ouvriers, mais aussi des tripots et de la prostitution, et à la limite de ces zones «louches» les quartiers plus chics, autour de la rue de Siam, place Wilson... Le quartier des boutiques, des grands magasins de la rue Jean-Jaurès. Tout en haut, au Petit Paris en Lambézellec, trône Citroën, véritable palace de verre. Dans la ville, la marine est omniprésente. Depuis 1928, la 2^e escadre y est basée. Le port militaire est prospère : le réarmement naval apporte du travail. Dans un arsenal qui s'étend hors des rives de la Penfeld, on construit le Dunkerque...

Préfecture maritime, casernes dont celle du 2^e régiment d'infanterie coloniale, et celle des fusiliers-marins rappellent la vocation de Brest.

La crise jusqu'en 1934 épargne la ville, même si des tensions existent. Mais la politique déflationniste de 1934-35 va accroître brusquement et exacerber ces tensions. Dès janvier, février et mars 1935,

se succèdent des manifestations contre les décrets-lois Doumergue, riposte ouvrière qui intervient dans une période dominée par le thème antifasciste. Dès octobre 1933, les dockers ont refusé de décharger un navire allemand mais ce sont les événements de février 1934 à Paris qui créent une convergence antifasciste. En face, Croix de feu, Union Nationale des Combattants, sont actives. A leur tête, des membres de professions libérales, des commerçants tel Daniel Desroches fleuriste, président départemental de l'UNC.

En juillet 1935, alors qu'à gauche est entamé un processus de rapprochement, le gouvernement LAVAL promulgue ses décrets-lois réduisant les salaires des fonctionnaires et agents de l'État. Brest, connaissant déjà des difficultés avec son port civil, voit la majeure partie de la population en prise avec les problèmes de la crise.

La réponse ouvrière est rapide : un cartel unitaire, des confédérés CGT (socialistes) à la CGT U (communiste) en passant par les libertaires, les veuves de guerre... s'organise et le 19 juillet se tient une manifestation de 6000 personnes. Le 22 juillet, nouvelle manifestation ; le 1^{er} août, la manifestation est appelée de bouche à oreille : la mobilisation s'amplifie.

Le 5 août est jour de paie à l'Arsenal : paie amputée par les décrets, l'Arsenal se mobilise dans le calme. Mais dès le 19 juillet, apparaît une volonté précise, chez les

représentants de l'autorité : «Après avoir vainement essayé d'empêcher la manifestation, j'ai dû placer gardes mobiles et gendarmes en réserve» avoue le commissaire central (2). Mais le 6 août les autorités décident de montrer leurs forces : «En prévision de nouveaux incidents dans l'Arsenal avec répercussion sur la voie publique, la sous-préfecture prend ses dispositions pour réquisitionner des pelotons mobiles qui viendront s'ajouter à ceux qui tiennent garnison à Brest. Dès le matin les pelotons de Brest sont mis à la disposition du Préfet maritime qui désireux d'empêcher le renouvellement des incidents de la veille dans l'arsenal veut faire isoler par des barrages les trois centres principaux de travail...» (2).

La marine intervient, les coloniaux gardent le Dunkerque en construction. L'intervention dans l'arsenal est brutale, un ouvrier, Baraer, est blessé, il décède l'après-midi. L'après-midi, les provocations du côté policier se multiplient : volonté d'interdire les drapeaux rouges, quadrillage de la ville. Face à ce déploiement, les manifestants choisissent la mobilité, modifient leurs parcours. Rue Jean-Jaurès, un car de mobiles est lapidé, des vitrines sont brisées, la gare est investie. Place Wilson, les manifestants se retrouvent, renforcés par les ouvriers de la poudrerie du Moulin Blanc. Une première coupure intervient dans le mouvement : les confédérés appellent à la reprise du travail et à la



FESTOU-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festou-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 5 janvier

à Plouigneau

fest-nos à la salle des fêtes avec Guillou et Le Mer, Le Hir, Erwan Berthou, Le Roux et Dilasser, Crépillon... organisé par Wanig ha Wenig.

à Dinéault (29)

fest-nos avec Toutous-Le Meur, Bihan-Skordia, Ar vreudeur Kere, Le Roux Dilasser, Madec-Irvoas, Nicolas Burel, organisé par Du-Mañ, foyer de culture populaire.

● le 10 janvier

à St-Brieuc

fest-nos salle Robien avec Epinette-Malrieu, Malhambre, Tréguier-Corbel, Deruy-Goanvic; organisé par Diwan St-Brieuc.

● Le 12 janvier

à Quimper

fest-nos, salle des fêtes, animé par Diaouled ar Menez, des chanteurs et sonneurs du pays, organisé par Goudiou evit ar Vro Vigouden.

● le 26 janvier

à Brest

fest-nos à la salle de la Mairie avec les Diaouled ar Menez, les Frères Léal et d'autres sonneurs et chanteurs organisé par Diwan-Brest. Tirage de la loterie pendant le fest-nos.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

J. Homme, 22 ans, possédant CFPA fraiseur, recherche emploi fraiseur, mécanique générale ou entretien. S'adresser à M. Chenevière Didier, 211 rue de Belgique, 56100 Lorient.

Travailleur social, 37 ans. Marié 2 enfants. 12 ans d'expérience professionnelle Centres Sociaux — Centres Culturels Formation I.N.F.A.C. — Titulaire DECEP, cherche poste à responsabilité de préférences, région Lorient. Le Goff Kercadoret — 22410 Tréveneuc. Tél. 70.44.75.

OFFRE D'EMPLOI

Diwan recherche un(e) secrétaire sténodactylo bilingue breton français. Adresser C.V. à : Diwan, MPT de Pennarc'hreac'h, rue du Professeur Chrétien — 29200 Brest.

dislocation. Les Unitaires refusent. L'annonce du décès de Baraer relance alors la manifestation.

Pour la police, le complot communiste ne fait aucun doute: «**Les dirigeants (communistes) vont manœuvrer les manifestants**» (2). «**La rue de Siam est encombrée par la foule des gens revenant du meeting**» mais il ne s'agit que «**d'un écoulement normal**» dû à la dislocation. Au fil des manifestations, il se trouvera toujours une «**foule de curieux**» que l'on chargera avec la même vigueur que les opposés comploteurs. A la préfecture maritime prise d'assaut, les manifestants essaient d'amener le pavillon tricolore. Un coup de feu claque: le 2^e RIC a tiré sur le jeune Chevalier. La manifestation bascule en combats de rue. Camion brûlé, jets de boules, charges de cavalerie, se succèdent dans un périmètre compris entre la caserne du 2^e RIC et la préfecture; des barricades apparaissent. Le 7, Brest s'éveille aux bruits des Troupes qui convergent vers les points chauds «**leur passage en ville en même temps qu'il alerte les manifestants rassure l'élément sain de la population**» (2).

Mais quel «élément sain»? N'est-ce pas celui qui soutient l'action des officiers de la marine qui ont décidé de faire protéger les magasins de gros? Avec quelle insistance proclame-t-on le rôle exemplaire de l'état-major et la fidélité des marins et soldats! Pour «cet élément sain» la réponse est claire: l'opération est menée par les communistes aidés par «**la partie louche de la population, dockers, repris de justice des quartiers de Keravel et de**

Recouvrance» (2) jeunes apprentis et «**mauvais garçons**». Et si drapeau rouge et drapeau tricolore s'opposent si symboliquement, si les cibles choisies par les manifestants sont principalement les monuments de la marine, ou les grands magasins, c'est qu'elles représentent l'autre camp. L'unité de la préfecture maritime, de la municipalité, des ligues est claire: il faut casser le mouvement.

A l'Arsenal, le travail a repris mais l'atmosphère est lourde: à 13 h 55 le vice Amiral décide l'évacuation. C'est créer une situation dangereuse: 25 pelotons de gendarmes nettoient le centre ville.

Après 17 h, de nouvelles barricades s'érigent, mais la lutte oppose durement des groupes mobiles de jeunes ouvriers aux fusiliers-marins. Aucun pillage n'est signalé. A 20 h 30, la rue de Siam est noire de monde, le quartier Keravel, plongé dans l'obscurité, s'est barricadé et empêche les forces de l'ordre d'y pénétrer. Dans la nuit, quatre barricades sont enlevées par les troupes.

Le lendemain, 8 août, les obsèques de Baraer donnent lieu à une grève générale. La ville est morte. La tension est si forte que les soldats sont retirés de la rue et les débits de boissons fermés (3).

La ville est en état de siège, le soir connaît de nouvelles violences.

Le 10 au matin, le travail a repris, dans un calme que ne vient pas troubler le meurtre d'un jeune ouvrier par un sergent de la coloniale, mais dans les esprits qui cherchent l'apaisement, reste un goût amer.

Paul Nizan, envoyé spécial de l'Humanité note: «**Atmosphère assez étonnante. Première visite ce matin à l'hôpital civil.**

Le dépôt mortuaire est inouï avec quatre estrades de bois noir et un sale petit autel de bois noir. Gautron, l'ouvrier assassiné par un sergent de la coloniale (4) en costume du dimanche, gonflé par l'autopsie et terriblement blanc. L'air d'un mort qui a eu mauvaise mine tout le temps qu'il vivait. Une grande fureur dans cette odeur de mort».

Deux morts, des dizaines de blessés, des dégâts énormes, une violence rarement atteinte, puis vint le temps des questions et des réponses toutes faites, les procès des «meneurs» n'apportèrent rien, les peines prononcées furent modérées, l'idée de la provocation communiste se dégonfla. Et s'il y eut provocation, il faut regarder dans l'autre camp, dans l'état-major de l'Amirauté, chez ceux qui cherchèrent délibérément l'affrontement (5). Les décrets-lois sont un détonateur mais nous devons nous replacer dans le contexte d'un affrontement idéologique né de la crise économique. A travers ces événements deux camps s'opposent; les combats de 1935 ne sont-ils pas une réponse violente au danger fasciste?

Danger international: Brest, port de commerce et militaire y est sensibilisé.

Danger local: sans vouloir la surestimer, il est vrai qu'une activité certaine des ligues fascistes se développe à Brest en cette année 1935, avant et après les événements. Cette activité touche la marine (le 5 novembre 1935 deux officiers de marine ne distribuent-ils pas un tract du front national et se reconnaissent membres de l'Action Française)?

Rôle de certains officiers qui veulent créer un **état de fait** et imposent une solution de force, empiétant sur le préfet qui demande plusieurs fois une définition de ses pouvoirs au sénateur Le Gorgeu, rôle de certains policiers (Guivarch et Blaise) dans leur volonté de «casser du rouge» et qui suivront cet itinéraire sous l'occupation.

Enfin la volonté de la presse de droite d'exploiter à fond l'affaire et de créer un réflexe de peur, nous ramène à une dimension qui dépasse les événements eux-mêmes et se situe dans un affrontement qui aboutit aux élections législatives de 1936.

Mais à gauche, malgré les difficultés, à Brest comme ailleurs, l'unité était en marche et les événements d'août 1935 y ont contribué.

J. Y. GUENGANT.

(1) Lettre de Paul Nizan à sa femme 13.08.35 Maspéro.

(2) Rapport au ministre Archives municipales, Police municipale pièce 4348.

(3) Selon le vieux réflexe «**classes laborieuses, classes dangereuses**», la peur de la «**racaille révolutionnaire**» tourne à la paranoïa parmi les autorités civiles et militaires.

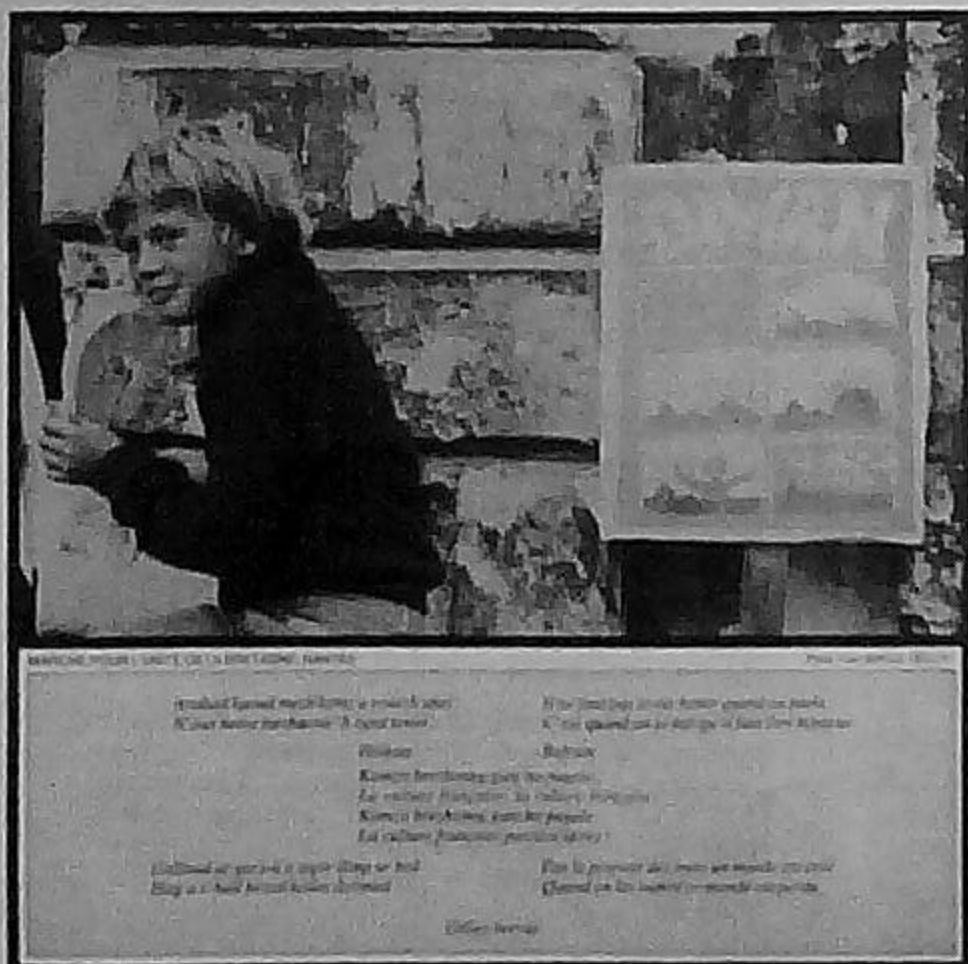
(4) Tué près du Quartier Keravel, sur l'escalier du commandant.

(5) Deux faits sont à signaler le 7, à partir de 22 h: à l'octroi, la police essuie des coups de feu, sans blessures, au total «une quinzaine de coups de feu». Aucune arrestation n'est effectuée. A 23 h, le garage Citroën est saccagé, la police arrive une nouvelle fois en retard. Valière, dirigeant communiste, s'y trouvait mais aucune charge ne sera retenue contre lui. Il sera exclu du PC comme «agent policier».

Autres sources: histoire de Brest, ouvrage collectif chez Privat (p. 330). E. Kerbaul, pages de l'histoire du PC à Brest, Bretagne nouvelle 1970, mémoire sur la JC et le PC à Brest, avant la guerre. Archives municipales.

LE CALENDRIER BRETON 1980 EST PARU !

POUR VIVRE ET TRAVAILLER EN BRETAGNE...



1980				
GUENGOLD				
seul	7	14	21	28
lun	1	8	15	22
mar	2	9	16	23
mer	3	10	17	24
jeu	4	11	18	25
ven	5	12	19	26
sam	6	13	20	27
HERE				
dimanche	5	12	19	26
lun	6	13	20	27
mar	7	14	21	28
mercredi	1	8	15	22
jeu	2	9	16	23
vendredi	3	10	17	24
samedi	4	11	18	25

...IL FAUT DECIDER EN BRETAGNE !

Illustré de superbes quadrichromies, on peut l'obtenir au prix de 16 F l'exemplaire (port compris) en écrivant à :
U.D.B. B.P. 29273 BREST CEDEX.

«Alors, Gilles Servat, quoi de neuf ?»



Maurice Baudry

Yann-Fanch Langoët: Quelle évolution vois-tu pour l'expression musicale en Bretagne ?

Gilles Servat: C'est difficile d'être à la fois dedans et d'avoir du recul, mais ça devrait évoluer vers une plus grande complexité. Il y a maintenant des groupes de rock en breton, comme Storlok, et je trouve cela très intéressant. Le rock est pour moi une forme populaire. Les gens qui n'ont plus de racines et dont les parents ont subi l'exode, ont un moyen très simple de s'exprimer par le rock. Et ça ne tient pas debout de le refuser sous prétexte que cela vient des Etats-Unis. Car si on analyse une culture populaire, on se rend compte qu'il n'y a eu aucune

création pure de cette culture populaire depuis très longtemps. Ou alors on en serait resté à taper sur des os et à faire sonner des cordes d'arc.

Et puis la langue bretonne est une langue qui convient bien au rock; au niveau de la chanson, je ne veux pas me poser trop de questions, car si on réfléchit trop à ce qu'on fait, on est un peu conduit à la stérilité. Mais je vais essayer de monter un groupe qui sera plus axé justement vers des choses assez simples (piano, basse, guitare électrique). Et je vais aller vers une électrification.

Y.F.L.: Est-ce que pour autant tu vas utiliser le rock ?

G.S.: Oui, j'ai envie de faire un rock, où je dirai aux gens: «Si t'as plus de racines, si t'as plus de formes traditionnelles, c'est pas la peine de copier la bourgeoisie, fais du rock!». Le rock est une forme populaire et la bourgeoisie essaye de la canaliser et de la transformer en quelque chose qui lui convienne mieux, car au départ, cette forme lui échappe. Le rock avant les punks a été très édulcoré, et il y a eu une réaction contre la sophistication. Maintenant, le rock est redevenu quelque chose de plus dur et de plus populaire. On a vu à nouveau des groupes éclore parce que la musique redevenait simple et abordable par tout le monde. Le rock est l'image, au contraire du disco qui est récupéré et irréel. Pourtant le rock risque à nouveau de se resophistiquer. Mais il ne faut pas craindre d'intégrer l'esthétique moderne à l'esthétique ancienne.

Y.F.L.: Tu as souvent la cause de l'identité bretonne, que va t-elle devenir ?

G.S.: Aujourd'hui, il y a moins d'excitation! Au début que je faisais des concerts, il y avait un enthousiasme à fleur de peau, qui n'est peut-être plus le même maintenant. La reconnaissance de la dignité d'être Breton, de la culture bretonne s'est faite, il n'y a donc peut-être plus besoin de s'affirmer autant, ni de le crier si fort. Il se passe des choses importantes, il y a une progression en profondeur. Maintenant, c'est l'U.D.B. c'est Diwan qui prennent de l'ampleur! Et l'expansion de l'U.D.B. c'est important. Ses résultats électoraux, sa participation aux conseils municipaux, c'est un progrès immense depuis 1970. Et Diwan c'est peut-être la chose la plus importante qu'il y ait eu.

Y.F.L.: Que pense-tu de cette critique «Ça ne sert à rien que des enfants apprennent le breton si leurs parents ne le parlent pas» ?

G.S.: Je suis entièrement d'accord. L'école de Nantes c'est une école de luxe, mais ce sont les parents qui la font. On gaspille peut-être un peu d'argent, alors qu'on aurait pu ouvrir une école en Bretagne bretonnante. On tombe dans la dépense de prestige car on veut affirmer que Nantes est en Bretagne. Et puis, ce qui me fait peur c'est après, car si on est pas capable de tenir le coup en primaire les gosses vont se retrouver dans la situation des enfants bretons du début du siècle. Dans un bourg bretonnant, c'est important que les grands-parents entendent leurs petits enfants parler breton, et que cela fasse se débloquent les autres.

Y.F.L.: L'Europe va-t-elle reconnaître la Loire-Atlantique en Bretagne, et la Bretagne comme une entité ?

G.S.: Il est notoire que la France est le dernier pays qui ne reconnaisse pas ses régions. Au niveau de l'Europe, il y a une volonté de régionalisation, qui bien sûr, est étrangère à la France. La Loire-Atlantique se fera à cause de nos luttes, car à l'heure actuelle, les pouvoirs publics ont l'air de bien s'accrocher aux pays de Loire.

Mais si la région Bretagne se fait, s'il y a un Parlement élu au suffrage universel, et que je ne peux pas voter par ce que je suis en Loire-Atlantique, alors là ça va «chier» — pour être mal poli — Je trouverai cela insupportable. Si la Loire-Atlantique se sépare des Pays-de-Loire, la Mayenne va vouloir rester en Bretagne, et peut-être la Vendée aussi. Mais ce ne sera plus la Bretagne ce sera la région Grand Ouest. Ils trouveront toujours un moyen de noyer le poisson.

Y.F.L.: Et la reconnaissance de la Bretagne, comme celle de la Catalogne et du Pays Basque par l'Espagne, c'est foutu?

G.S.: C'est pas foutu, on ne sait jamais! Qui aurait dit que le Pays Basque serait autonome et que l'Ecosse aurait un Parlement? On vit dans des situations qui nous paraissent toujours définitives, et qui finalement n'ont rien de définitif. Ça change très vite. L'Algérie libre ça nous paraît tout à fait normal et il y a vingt ans, ça nous paraissait impossible.

Y.F.L.: Que penses-tu de l'utilisation et de la récupération qui est faite des chanteurs et des musiciens bretons pour servir «les causes»?

G.S.: Il est certain qu'il y a des chanteurs qui sont sans arrêt sollicités pour des galas; comme ils sont déjà souvent passé en Bretagne, on ne les demande plus pour les concerts. Les galas de soutien, c'est bien joli, mais il faut payer les gens aux tarifs syndicaux! Mais l'avantage que je trouve personnellement à chanter pour les syndicats ou pour les partis de gauche, c'est que je touche un public qui ne viendrait pas si c'était un concert. Ce serait donc bête de refuser d'aller là, parce que ce n'est pas mon parti. D'autant plus que les partis de gauche malgré leurs divisions s'inscrivent dans une lutte et que jusqu'à preuve du contraire, ils ont un adversaire qui est le même que le mien.

La maison du disque de Gilles Servat a décidé de ne sortir son nouveau disque qu'au mois de janvier, alors qu'il est prêt depuis le mois de septembre. Gilles compte beaucoup sur ce disque qui comporte quelques chansons d'amour et qui pour une fois, est entièrement en français. S'il s'est passé plus de deux ans depuis «la Vie, l'Amour, la Mort», c'est que Gilles vient de terminer un roman qui devrait être publié cette année. Il fait aussi de la sculpture sur bois et du dessin, alors avec les tournées qui sont nombreuses il reste peu de temps. Cette nouvelle «cuvée» ne devrait en être que plus fameuse et je vous en parlerai le mois prochain.

Yann-Fanch Langoët.

SUR UN AIR DE

FRÈRES BALFA, PROTEST-SONGS

Les Frères Balfa. «Tit galop pour Mamou». Chant du Monde. LDX 74665.

Tragiquement, Will et Rodney Balfa, sont morts dans un accident de voiture, à Mamou en Louisiane le 6 février 1979. Ce disque porte encore leurs joies, leur feeling, leurs accords, et les marques d'une musique Cajun populaire, prenante, humble, et vivante.

De «Tit galop pour Mamou» à «Madeleine», douze morceaux où l'on ne peut vraiment pas rester assis dans son fauteuil. C'est la fête, on voudrait être en Louisiane pour participer à cette expression spontanée.

S'il fait froid cet hiver, si la neige bloque votre porte, dansez, chantez, riez avec les Frères Balfa, ça vous réchauffera le corps et le cœur.

Protest-Songs. Broadside Vol. 1. Chant du Monde. FWX 55301.

Les New World Singers, Pete Seeger, Blind Boy Grunt (alias Bob Dylan), Peter La Farge, Phil Ochs, Gil Turner, Happy Traum, les Freedom Singers, Matt McGinn, et Mark Spoelstra interprètent ici les Protest Song qui ont fait les beaux jours de révolte des années 60. Rien que du beau monde de la chanson «engagée» présenté ici par Jacques Vassal journaliste spécialiste de la chanson américaine.

Vous trouverez sûrement beaucoup de sincérité aux propos que chante un Blind Boy Grunt, qui à l'époque, ne ménageait pas son militantisme. Vous entendrez entre autres, la Ballade de William Worthly écrite et chantée par Phil Ochs, spécialiste de la chanson journalistique. Le livre que lui consacre Marc Elliot décrit bien cette époque de Broadside, charnière de celle des pionniers comme Woody Guthrie.

Même si avec le recul, on peut trouver la démarche de ces chanteurs un peu naïve, il faut toutefois la considérer comme une résistance à ne pas laisser le pouvoir se conforter dans sa politique.

J'espère que ces chroniques sociales vivantes, témoins de ces années 60, seront encore nombreuses et que beaucoup de volumes viendront compléter celui-ci. Ceci afin de mieux comprendre une partie essentielle de l'histoire de l'Amérique qui n'a pas été sans incidence non plus pour le reste du monde.

Yann-Fanch Langoët.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Débat:

«L'eau, la terre, la vie» par l'APPSB à la Kerouézée, à Jugon (22) le 18 janvier.

• Musique:

Laurent Vercambre le 20 janvier à 18 h. et Brian Mac Neil le 2 février, à la Kerouézée, à Jugon (22).

Cornemuse écossaise en concert dans le cadre du trophée «Bowhill au Beatiel», à Ti Kendalc'h, St Vincent sur Oust le 26 janvier.

• Poésie:

Katell le 25 janvier à la Kerouézée, à Jugon (22).

• Danse:

Des séances d'initiation à la danse bretonne ont lieu tous les lundis à 20 heures 30 au Foyer Kennedy (1, avenue Kennedy 86002 Poitiers). Les animateurs du groupe souhaitent prendre contact avec tous les musiciens amateurs (tous niveaux, tous instruments) des environs de Poitiers que la musique bretonne ou la musique irlandaise intéresse.

• Stages:

A Ti Kendalc'h, à St Vincent sur Oust (56350), stage de guitare folk-celtique du 21 au 25 janvier et du 4 au 8 février, stage de lutte bretonne les 12 et 13 janvier et les 9 et 10 février, stage de sonneurs de couple du 11 au 15 février.

• Théâtre:

Jean Kergrist «Le clown agricole», suivi d'un débat à la salle des fêtes de Poullaouen le 8 janvier 80; organisation ADPOBLE.

• Roseau tendre:

Na Piobairi, association des joueurs de uilleann Pipes peut vous procurer du roseau d'Espagne extra tendre pour anches de uilleann-pipes, Northumbrian Small Pipes et Cornemuses Ecossaise, 5 tubes (20 à 30 anches); 20 F de participation aux frais. Michel Lachaize, 4 rue Carrusart, 75013 Paris.

• Documentation:

Etudiante en Belgique cherche tout document concernant la démocratie de la Bretagne de la Révolution Française à nos jours. Marie Chantal Trine, 64 rue de la Source, 1060 Bruxelles.

La Plef
des Chants

Disques, Instruments,
LIBRAIRIE Celtique,
Sonorisation

Tél. (96) 21.15.86 12, rue des Ponts Saint-Michel 22200 Guingamp

EN 1979, ILS ONT ÉCRIT DANS LE «P.B.»

Agriculture

- C.M. et F.F.: Menace sur la forêt bretonne (Janvier).
- F.F. et H.C.: Les Monts d'Arrée à reboiser (janvier).
- Témoignages sur le remembrement (janvier).
- Le vieillissement (avril).
- Non, au barrage de Lemezec (avril).
- Francis Favereau: Une loi d'orientation très orientée (juin).
- F.F. et Commission Agriculture UDB: L'agriculture malade du foncier (décembre).
- Paul Martin: Un nouveau cheval de Troie (octobre).
- Le lait, une richesse menacée (novembre).
- UDB Plouha-Paimpol: «Pas de Porte» à Goas-Froment.
- UDB — Pays Bigouden: L'exemple Bigouden, un montage qui fait du bruit.

Culture

- Goulc'hen Kervella: Premier festival de théâtre en Breton (janvier).
- Ti-Kendalc'h: Un centre culturel en Haute-Bretagne (février).
- Nous sommes tous des «grands gousiers» (février).
- Menaces sur l'audio-visuel (février).
- Paul Person: Lutte bretonne, vers une réunification (mars).
- Yann Daumer: «Nous ne parlions que le breton et...» par F. Elégoet.
- Yveline Dauner: «Les grands whiskies» de J.P. Pichard.

DISQUES :

Chaque mois, Yann Fañch Langoët présente les nouveautés du disque.

- K. Pannetier: L'État français crache sur ses lois (avril).
- Un centre de vacances pour bretonnants (avril).
- M.F.: Les Pays de Loire créateurs d'emplois culturels (avril).
- J.G.: La deuxième bataille d'Alésia (juin).
- Le Front Culturel écrit au recteur d'académie (juin).
- Les dents du progrès de F. de Beaulieu (mars).
- J. Roudaut: Pour un cinéma auquel les enfants ont droit (juin).
- FR3 + Radio Armorique (juillet-août).
- Fañch Morvannou: Haro sur Michel Le Nobletz! (juillet-août).
- Jean Doré, recteur breton (septembre).

- Chronique d'un été pourri (novembre).
- Y.C. Veillard: L'argus des meubles et objets de Bretagne (juillet-août).
- P. Noutary: Y. Gwernig et R.T.B. (juillet-août).
- Contre-pied (mai).
- J. André: Terra incognita de K. Kéginer (juillet-août).
- R. L'Hostis: Diwan, deux ans déjà (juillet-août).
- R. Le Guellec: De Tillon à Ehrembourg (septembre).
- J. Guégan: Vous en avez assez d'être français de Ferniot. (septembre).
- G. Jaffré: «Chronique d'un village en Morbihan de Y. Boëlle et J.P. Reto» (septembre).
- J. Debos: Morlaix an 1500 (septembre).
- L. Riou: Quand les femmes ont pris la colère de S. Chapdelaine (octobre).
- J. Le Bricquin: Un festival à Paris (octobre).
- Skol an Emsav: Réponse au «Monde de l'éducation» (octobre).
- J. Y. Monnat: Mamadou, ça me dit (novembre), J.F. Quémener (Vol. 2).
- Ar falz: A.G. de Plougasnou (novembre).
- Parler Gallo: Un nouveau palier (novembre).

LE P.B. A INTERVIEWÉ...

- Bernard Avenard, secrétaire adjoint F.D.S.E.A. L.-Atlantique Alain Olivier (octobre).
- Nicole et Félix Le Garrec. L. Cléac'h (janvier).
- Les comédiens du théâtre de la Corniche. K. Kéginer (janvier).
- F. David et G. Morin. Le Parler Gallo. Y. Donguy et D. Thenadey (mai).
- P.Y. Moign — Le Centre Breton d'art populaire de Brest. A. Kervern. (mai).
- Ronan Leprohon. Le Foot Pro à Brest. P. Noutary (juin).
- Yvan Etienne, Chanteur et rugbyman. Y.F. Langoët. (juin).
- P. et H. Kefféléant. A. Kervern. (octobre).
- A. Keradour. Le Point de vue des algériens en Europe. Y. Le Floch. (octobre).
- Dan ar Bras. Y.F. Langoët. (octobre).
- Claude Michel. Féministe. M. Le Treut et P. Le Rest.
- Débat avec: G. Kermarrec, M.G. Lémarec, J.Y. Monnat, J. Lefèvre, Y. Brien, M.C. Corre.
- Propos pour une prochaine marée noire (mars).
- R. Quinn, député irlandais: le Bételgeuse. J. Lefèvre. (mars).

- D. Dollé: C'est le fric qui tue (novembre).
- S'il te plaît, dessine moi un mouton (décembre).
- M. Le Treut: Toutes les mêmes de Claude Michel (décembre).
- J. P. Quemener: Nouvelle mascarade à TFI (décembre).
- P. Jézéquel: Le sabot d'Elen de B.M. Laute (décembre).
- R. Maltête: Un mort à la dérive. nouvelle (décembre).
- P. Noutary, R. Leprohon, J. Guégan, S. Pellen, Y.C. Veillard: Le Foot Pro en Bretagne (juin).
- Ronan Leprohon: Quand la voie romaine allait de Rennes à Carhaix (février).
- Quand en Bretagne les nobles... ne l'étaient guère (mars).
- Quand chasser en Bretagne était un privilège (mai).
- Quand la Bretagne rencontrait la commune de Paris (septembre).
- D'où viennent les celtes? (octobre).
- Contre l'Etat-Nation de Pierre Maugé.
- J. Lefèvre: Jean Ziegler (janvier).
- J.J. Monnier: Le peuple breton dans les encyclopédies (juillet-août).

Politique

- J. G.: Versailles 15 ans, Portsall, combien? (janvier).
- Marchais et le nucléaire (mars).
- Bretagne en péril, les limites de l'imagination (du P.C.F.) (juin).
- Après les cantonales (mai).
- L'U.D.B. et les européennes (janvier).
- L'U.D.B. aux cantonales (février).
- J.M. Le Boulanger: Bretagne, Europe et nucléaire (février).
- Cantonales, les résultats de l'U.D.B. (avril).
- Les oubliés de l'Europe des neuf (mai).
- Y. Daumer: L'affaire des bus allemands (juin).
- L'Armée colonialiste formée en Bretagne (juin).
- J.L.F.: a voleur, voleur et demi (juillet-août).
- Jean Guéganiat: F.L.B. l'impasse (octobre).
- Pourquoi l'U.D.B. n'a pas témoigné (octobre).
- Répression: la plainte de C. Merrer (octobre).
- M.F.: Les patrons contre l'autonomie (octobre).
- Débats en Occitanie (octobre).
- C. Chavin-Collin: Travailleurs immigrés... (octobre).
- J.J. Monnier: Des bonds spectaculaires (mai).

ILS ONT ÉCRIT DANS LE «P.B.»

— Sten Kidna: La soupe est-elle bonne Monsieur le Président (janvier).

Economique et social

— J.J. Monnier: La nouvelle bataille du rail (janvier).

— M. Catherine, Paul Guéguénat: La mer, pour qui? (janvier).

— J.B.: Des hommes sans importance (janvier).

— J.L.F., G. Patris, M. Gouret, Jean Roudaut: Activités intellectuelles, en brade (février).

— R. Le Guellec: Joint François, histoire d'une espérance (février).

— UDB — St-Nazaire: Le coup de St-Nazaire (février).

— J.L.F.: Les catastrophes s'expliquent (mars).

— Les civils ne passent pas: Coëtquidan. (mars).

— M.C.: un schéma inutilisé (avril).

— Union de politique maritime de la France (avril).

La chronique de F. Kerfraval

— Les nouveaux bardes (janvier).

— Les insultes de 8 h 25 (février).

— Goldorak e Brezhoneg (mars).

— Les fiancés des Fagnes (avril).

— La pensée en uniforme (mai).

— Bonheur d'un jour (juin).

— Les boudruches de l'EMSAV (juillet-août).

— Merci, camarade (septembre).

— Lettre à Claude Allaer (octobre).

— Vive K. Wojtyla (novembre).

— Les fils des prolos (décembre).

— Pêche: réponses des députés à l'U.D.B. (avril).

— Gamin se déguise (avril).

— Le conflit de la langoustine (octobre).

— Martial Catherine: Pour aménager le littoral breton (avril).

— Marine Marchande: le budget (décembre).

— Le conflit du pélagique (décembre).

— P. Guéguénat: Langoustines, seulement la faute aux anglais (novembre).

P.Y. Le Rhun: La Bretagne est-elle déficitaire en énergie électrique (mai).

— Pontivy: Une région refuse de mourir (juin).

— Plounéour-Ménez: La grande misère des collèges ruraux (juin).

— J. Guéguénat: SNET-Redon, CECA Lannilis (juillet-août).

— Y.B. Montreer: Un port en Trégor-Goëlor (septembre).

— J. Gicquel: S.N.C.F. Ce qui attend la Bretagne (septembre).

— M. François: La ligne Nantes-Châteaubriand menacée (septembre).

— L. Cléac'h: Plouan. Le village de vacances (septembre).

— Commission mer U.D.B.: Un programme pour la pêche.

— Hervé Hubert: Nos hôpitaux en danger (octobre).

— J. R.: Pourquoi les Bretons arrêtent les trains? (novembre).

— R. Leprohon: Quelle tarification pour la Bretagne? (novembre).

— U.D.B. Pays Bigouden: Le Pays Bigouden en lutte.

— L. K.: Un film sur la pêche bretonne (novembre).

— P. Noutary: Ecole des bavures qui font tache. (avril).

— Plourin-Ploudal: l'école (juin).

— B. Guérin: Mériadec: L'école à réouvert (novembre).

— Cellule étudiante Brest: La circulaire Bonnet (avril).

— M. Le Moing: A.O.I.P.: crever ou se battre (mai).

— M.F.: des chiffres qui donnent le vertige (mai).

— Le G.A.S.T.: l'hôpital Gourmelen (novembre).

— La recherche en Bretagne (novembre).

— G. Provost: Sapitex-Rennes (décembre).

— L. Pacheteau: la C.C.B. à Lamballe (décembre).

— L. Cauret: Lamballe en lutte (décembre).

— A. Gauffeny: L'A.O.I.P. ou la Pseudo décentralisation.

— Jean Roudaut: Le nucléaire ou rien (mai).

— Plourin-Ploudal (suite) (octobre).

— La rentrée scolaire 79 (octobre).

— Faut-il soutenir le crédit Mutuel (novembre).

International

— Hervé Grall: un breton en U.R.S.S. (février).

— F. Morvannou: L'U.D.B. en Andalousie (mars).

— Yvon Béguvin: Iran: Ombres sur la révolution (avril).

— Rencontres avec la gauche Libanaise (décembre).

— J. Le Fèvre: L'Irlande et l'Europe (juin).

— Jean-Paul Fichen: Tunisie: Le prix de la modération (juillet-août).

— Neues Deutschland: L'autonomie du Groenland (juillet-août).

— Jean Guéguénat: Euskadi, autonomie et autonomie (septembre).

— U.D.B.: De la France Impériale aux confettis de l'Empire (novembre).

Et le Problème Breton de Brest à Nantes (Gilles Patris), le courrier des lecteurs (Jean-Yves Monnat), l'Edito (le bureau politique de l'U.D.B.).

Les photographes ou dessinateurs: M.F., J. Lefèvre, J. Pellen, F. Le Garrec, R. Gernot, Eveillard, ph. Durand, Y. Quénehervé, D. Prieur, A. Le Gal, G. Cuff, Y. Roudaut, Y. Boëlle, E. Bourbotte, Nono, Y. Béguvin, Y. Coriou, Pol Chateau, Le Guellec, M. Le Tissier, Yvonig, Laoranz, C. Camberoque, R. Maltête, B.M. Laute.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)

A partir du N° inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)

A partir du N° inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat

Un permis: absurde.

Catalogue confus d'amalgames, de jugements sommaires et de propositions dangereuses que le papier de Daniel Dolle dans le dernier numéro du Peuple Breton, concernant les événements du Fastnet. C'est prendre bien des risques que de tenter une analyse générale et politique de la plaisance et de la voile de compétition à partir d'un événement aussi exceptionnel.

— Amalgame entre les données techniques, humaines, économiques et politiques des problèmes de la navigation de plaisance, de la pêche et du commerce. Amalgame entre la voile, sport de compétition pratiqué sous l'égide d'une Fédération sportive et de clubs organisateurs tels que le RORC ou l'UNCL, et la voile sport-spectacle, nouveau domaine de prédilection du business, celle des transats, et autres épreuves sponsorisées. Jugement sommaire sur les bateaux «inaptes à la navigation en haute mer» alors que 4 coques sur 350 ont finalement disparu. Jugement sommaire, d'une exceptionnelle gravité que celui qui conclut à la «terrible responsabilité des organisateurs» et à leur «criminelle inconscience». Que je sache aucun participant de ce drame a jamais élevé publiquement la voix pour accuser pareillement les organisateurs. Au contraire, tous se sont accordés pour chanter les louanges de la compétence, du sérieux et du sens marin des organisateurs et des sauveteurs britanniques.

Personnellement, participant à cette course, je revendique ainsi que bien d'autres équipiers bretons ou «hexagonaux» la responsabilité de notre engagement dans ce genre d'épreuve et j'affirme ma conscience pleine et entière des risques encourus.

— Plus dangereuses sont vos propositions concernant la réglementation de telles épreuves par l'autorité de tutelle et l'institution d'un permis voilier que l'unanimité des pratiquants dénonce comme absurdes et de nature à déresponsabiliser les gens et à aggraver encore les risques. Nous combattons sans répit toute atteinte à cette règle séculaire issue de l'expérience des marins que vous évoquez: Le Patron est seul Maître à Bord. Souhaitez vous la voir amendée de la manière suivante: le capitaine est le seul maître à bord après le ministre de tutelle...

Le fait d'être de gauche n'a jamais dispensé personne de se renseigner, d'étudier sérieusement les problèmes avant que d'en parler.

Sans rancune pour le Peuple Breton et quels que soient les dangers des propositions de Daniel Dolle, je ne réclamerai pas pour les journalistes l'institution d'un «Permis de parler de n'importe quoi».

Reste que le débat en vaut la peine et je reste à votre disposition pour le reprendre.

Joël Batteux, St Nazaire,
«Rescapé du Fastnet».

Aborder progressivement la mer

L'article de Daniel Dolle sur la course du Fastnet ne peut rester sans réponse de la part des équipiers de course au large. Son titre et les conclusions auxquelles il arrive, ne sont pas la réalité vécue par les plaisanciers. Tout d'abord, il faut citer les chiffres exacts. Ce ne sont pas 25 bateaux coulés mais abandonnés par leurs équipages, et seulement 4 non retrouvés. Ce qui fait finalement assez peu sur 350 bateaux engagés et qui montre finalement la résistance de ces bateaux soi-disant trop légèrement construits.

La tempête du 14 août, n'était peut-être pas exceptionnelle comparée à celles affrontées par les marins professionnels à bord de grands navires, voire de chalutiers l'hiver, mais depuis juillet 1969, il n'y avait pas eu de si mauvais temps l'été. Combien de plaisanciers se sont trouvés en mer auparavant par un tel temps? Pour beaucoup force 8 était la limite supérieure rencontrée et 2 degrés Beaufort de plus, c'est tout autre chose, surtout en mer d'Irlande aux dires des pêcheurs eux-mêmes. Si la météo avait annoncé force 10, les skippers des petits bateaux, interrogés par la suite ont dit qu'ils auraient renoncé.



Mais ça n'est pas pour autant qu'il faut rejeter la responsabilité sur les météorologues ou les organisateurs. Les Britanniques ont pour principe de donner le départ quel que soit le temps, laissant aux skippers le soin d'apprécier leur aptitude à prendre la mer en fonction des possibilités de leur bateau et de leur équipage. Il faut absolument préserver ce principe qui respecte la liberté de chacun. Et il faut qu'en France on applique les mêmes principes car les choses sont en train de se détériorer de plus en plus dans ce domaine avec l'inculpation des organisateurs de course lors des accidents survenus à Marseille et à La Rochelle, et les récentes dispositions prises par l'Administration maritime de la 2^{ème} zone.

région, qui viennent heureusement d'être modifiées.

Quant à croire qu'un permis quelconque résoudrait le problème, c'est plutôt le contraire qui risque de se passer. A moins de créer plusieurs catégories et de contrôler réellement les connaissances de tous ce qui reviendrait à faire des plaisanciers des professionnels au même titre que ceux du commerce, on ne voit pas comment un petit carton obtenu après un examen en salle et un petit tour dans le port comme c'est le cas actuellement pour le permis moteur permettrait de juger réellement de la valeur de quelqu'un face aux nombreuses situations rencontrées en mer. Cela ne pourrait qu'encourager les inconscients à naviguer en fonction de leur permis et non de leurs capacités réelles.

Il n'y a déjà que trop de réglementations, en ce qui concerne la sécurité et les catégories de navigation avec l'imposition du fameux radeau de sauvetage à gonflement automatique. Le Fastnet a montré la nullité de celui-ci.

C'est dans le domaine du matériel de sécurité, justement qu'il est scandaleux de voir les règlements imposés. Ne parlons que des coffrets de fusées et autres signaux de détresse soi-disant périmés, au bout de peu d'années et du fameux Bib qui nécessitent une dépense complètement aberrante qui serait bien mieux employée à équiper en matériel et faire fonctionner la S.N.S.M.

La mer doit rester un milieu qu'on aborde progressivement au fur et à mesure de l'accroissement de ses connaissances. Le risque existe et c'est là un des intérêts de la navigation que la confrontation de l'homme avec la nature et le recul de la frontière de l'inconnu. Espérons que le Fastnet lui aura apporté quelque chose.

Jacques Le Bayec,
Morlaix.

Trop tard.

Je dois vous signaler que j'ai commencé à étudier à temps complet: en Suède cela est possible même en étant adulte. Cette année, ayant réussi à avoir un prêt de l'Etat suédois, c'est avec plaisir que je prolonge mon abonnement. Je trouve votre journal très bien. C'est surtout le moyen le plus régulier de me tenir en contact avec la Bretagne. Je souhaiterais que vous annonciez les événements culturels, sportifs, etc... qui ont lieu hors de France. Par exemple, j'ai su un jour après dans la presse locale qu'Alan Stivell avait donné un concert, à Lund, à 150 km d'Halmstad où j'habite. Ma femme et moi, et plusieurs de mes amis suédois regrettons de ne pas l'avoir su plus tôt.

Jacques Perron, Rhedingsgatan 8,
30231 Halmstad, Suède.

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

Une leçon intéressante

LES élections prud'homales de décembre dernier ont, en même temps qu'aux sondages, apporté un démenti cinglant à bon nombre d'estimations hasardeuses, mais répandues sur l'état d'esprit de la classe ouvrière. Où est donc le dédain annoncé, tant par la droite la plus classique que par un gauchisme parfois prompt à lui emboîter le pas, pour les syndicats? Qui pourra encore nier leur représentativité et leur importance première dans la lutte de libération de la classe ouvrière?

Les commentaires bien-pensants ont d'ailleurs donné dans l'explication filandreuse, tordant une fois de plus le cou aux faits les plus évidents. Réduits à mettre en avant les résultats de FO, qui restent quand même bien modestes malgré l'apparition fréquente sur les écrans d'un secrétaire général jugé précisément «fréquentable», réduit à présenter la CFDT comme un syndicat «de concertation», ce qui ne manque quand même pas de culot, ils ont cherché à isoler une CGT qui reste, de loin, l'organisation syndicale ouvrière numéro un. La vérité, c'est que, CGT et CFDT confondues, les organisations ouvrières réellement engagées dans la lutte des classes ont remporté un grand succès. Un succès qui incitera le pouvoir à plus de prudence dans ses attaques anti-ouvrières, et qui devrait aussi faire comprendre à la gauche française — mais en est-elle capable? — que son absence de perspectives est criminelle.

La vérité, c'est aussi que, concernant la Bretagne, ce succès est encore plus net puisque CFDT et CGT réunies, y font plus de points qu'en moyenne pour la France.

La classe ouvrière de Bretagne, réduite et souvent jeune, a fait preuve d'une maturité, forgée par les nombreuses luttes de ces dernières années.

Au-delà de la force relative — remarquée — de la CFDT chez nous, les résultats du scrutin en Bretagne méritent qu'on s'y attarde, car ils sont singuliers à plusieurs égards.

Le détail d'abord, mais le détail qui tue! Goasduff, maire de Plabennec, successeur au parlement de Gabriel de Poulpiquet et donc initiateur de la loi sur les prud'hommes, «oublie» d'inscrire ses quarante salariés sur les listes électorales... Peut-être pensait-il qu'elle ne s'appliquait pas à la Bretagne?

Les usines-pirates elles, n'ont pas fait confiance comme certains l'espéraient, aux syndicats-bidons. Par exemple, l'usine «Saumon P.C.», près de Carhaix, dont les ouvriers ont massivement voté CGT alors qu'on les voit souvent prêter main-forte au patron Chevance, y compris lors de ses expéditions «coup de poing» dans les réunions électorales. Par exemple aussi ceux de Citroën-Rennes qui n'ont pas tellement fait confiance au syndicat-maison. Il est vrai — comme l'a souligné Ouest-France — que le vote

avait lieu en dehors de l'enceinte de l'usine, ce qui dit long sur le climat qui y règne. Il est vrai aussi qu'on perçoit à Citroën-Rennes quelques signes d'inquiétude pour l'horizon 1985...

En Bretagne, au moins, FO ne peut parler de succès: on aurait mal vu cette sensibilité non combattive et anticléricale s'imposer ici, et sa présence dans la région nazairienne n'est pas à mettre au crédit de Bergeron, mais à celui de la persistance d'une tradition locale, anarcho-syndicaliste, prompte à la violence et peu riche de perspectives.

Reste la force réelle de la CFDT dont l'explication n'est ni simple, ni unique. La composante chrétienne est importante: la déconfectionnalisation de l'ancien syndicat chrétien a beau être tout ce qu'il y a de plus réelle, son image de départ lui donne une «grâce originelle» s'opposant au pêché originel de la CGT. Ceci a pour conséquence de distordre les données de la politique: les petites villes du Sud-Bretagne, où l'on vote beaucoup PS, ont joué la CGT, l'origine chrétienne de la CFDT faisant repoussoir. A l'inverse, dans le Léon où le vote à droite est la règle, la CFDT a connu un succès écrasant: 60% des voix à Lesneven 5 fois plus la CGT! Dans ce cas, et par une classe ouvrière, il est vrai réduite, le vote CFDT prend le sens d'une libération — à moitié accomplie. Par ailleurs, on a voté majoritairement CGT dans l'industrie, et principalement là où l'industrie est anciennement implantée, comme à Nantes et à Saint-Nazaire; on a voté CFDT principalement dans le tertiaire, et surtout là où le tertiaire n'est pas noyé dans un ensemble industriel. Peut-on ajouter que dans bien des cas, la CFDT s'est montrée plus ouverte au problème breton, plus prête — avec les ambiguïtés et la part d'aventure que cela suppose — à soutenir certaines expériences régionales liées à la décentralisation (voir la force de la CFDT à la Thomson-Brest) ou à la promesse d'une certaine autogestion (exemple l'AOIP)?

Moins liées que les élections politiques à un certain nombre de facteurs aliénants, la personnalisation, le notabilisme, la puissance de l'argent et des médias, les élections prud'homales ont donné une image intéressante de la Bretagne.

En interprétant le vote CGT comme un vote de certitude, et le vote CFDT comme un vote d'espoir, on obtient une représentation du peuple breton moins déformée qu'à travers le prisme des élections politiques. Le succès des prud'homales montre qu'il y a de l'espoir pour la gauche, en Bretagne et en France. Pourvu qu'une fois de plus, on ne nous le gâche pas!

UDB